

# **DOCUMENTI**

**IAI**

## **DISCOURS ET STRATEGIE DE L'ISLAMISME ALGERIEN (1986-1992)**

*par Ahmed Rouadjia*

Relation présentée a la Conférence "The Political Role of the Islamist Movements in the  
Contemporary Arab World: National, Regional and International Dimensions"  
*Bologna, 26-27 Novembre 1993*

**ISTITUTO AFFARI INTERNAZIONALI**

# Discours et stratégie de l'islamisme algérien (1986-1992 )

I. <u>LES CADRES IDÉOLOGIQUES DU RENOUVEAU</u> .....	2
A. Les `Ulamas.....	3
B. L' Umma islamique.....	9
C. La référence aux penseurs de l'islam.....	11
I. <u>LES OBJECTIFS DU RENOUVEAU : LA MORALE</u> .....	4
II. <u>LES DÉNOMINATIONS DE L'ISLAM POLITIQUE</u> .....	22
A. Le FIS.....	22
B. Hamas.....	25
C. Nahdha.....	28
IV. <u>LE FIS ET LE PROJET DE SOCIÉTÉ</u> .....	29
A. La politique intérieure.....	32
B. La politique extérieure.....	33
V. <u>LA STRATÉGIE DU FIS DE 1990 À 1990</u> .....	38
A. -Tactique de la cohabitation.....	38
B. -Du dialogue à la rupture définitive.....	43
C. -Renoue-t-on un jour avec la "légalité"?.....	47

## DISCOURS ET STRATÉGIE DE L'ISLAMISME ALGÉRIEN

(1986- 1992 )

Avant de préciser les modalités d'après lesquelles le discours islamiste a été produit et les usagers auxquels il a été destiné, il convient de dire, en guise de préambule, quelques mots sur les clivages linguistiques et culturels ayant marqué l'Algérie de Boumedienne (1965-1978) à Chadli (1978-1992), et de se questionner sur la raison d'être même des islamistes ainsi que sur le sens véritable qu'ils confèrent à leurs combats. Faut-il prendre à la lettre les dires de beaucoup d'entre eux et de ceux qui les étudient "sur le terrain", selon lesquels les motifs qui fondent leur existence en tant que mouvement, relèvent de considérations piétistes doublées d'une volonté de sauver la société de la rechute dans le paganisme (*jâhiliya*) ? En un mot, l'idée de "réislamisation" de ce qui est déjà profondément ancré dans le sacré et le traditionnel ne sert-il pas aux intéressés d'alibi politique ?

Plutôt que d'imputer l'émergence de l'islamisme politique à une déficience de la religion, qui aurait induit le besoin de "réislamiser"<sup>1</sup> les musulmans qui s'en seraient éloignés, par suite d'une modernité entachée de laïcisme ou "d'impiété", ne faudrait-il pas au contraire relier directement son apparition aux contradictions politiques internes, inhérentes à l'*acculturation*, en l'occurrence de la société algérienne, contradictions qui n'ont pas manqué de la polariser en deux pôles opposés, modernistes articulés, corps et âmes sur l'Occident, et traditionalistes, ajustés spirituellement sur l'Orient mythique ? A ces contradictions spirituelles, politiques et culturelles, se superposent en effet des antagonismes sociaux-économiques entre les deux termes du pôle : on trouve, d'un côté les détenteurs du pouvoir politique et leurs réseaux de clients solidement ancrés dans le paysage économique interne, lui-même relié par de multiples liens avec le

---

<sup>1</sup>. Ce terme introduit par G. KEPEL est fort commode pour expliquer le déroulement de certains processus ayant abouti à baliser, ici et là, l'espace de symboles sacrés, ou à la mobilisation des énergies excédentaires de la société (désœuvrés, jeunes inorganisés, marginaux...) contre les régimes en place ou les sociétés trop laïques ; mais il comporte une certaine ambiguïté dans la mesure où il suggère que les sociétés visées par la *praxis islamiste* se sont écartées de leurs fondements ou convictions primitives, ce qui expliquerait, et justifierait même, l'effort de prédication entrepris à partir de la base par les militants aux fins de ramener leurs sociétés "égarées" dans les méandres de la modernité laïque, à résipiscence. L'intention de l'acte premier, jamais clairement avoué, de l'islamisme militant, n'est pas de "réislamiser" l'islam, mais c'est bien plutôt de "repolitiser" la religion au nom de la tradition des premiers temps "héroïques" de l'islam médinois. Cette volonté de renouer avec les pratiques, les gestes symboliques et paraboliques de l'islam des origines, se reflète à travers toutes les sortes de littératures produites par les islamistes maghrébins pendant les dix dernières années. Ce n'est pas parce que ces derniers parlent du retour des pratiques de la *jâhiliya* (le paganisme) dans la société et incitent sans cesse à la mise en application du théorème du cheikh al-islam Ibn Taymiyya, le commandement du bien et l'interdiction du mal, qu'il faudrait les prendre au mot, et répéter à leur suite l'inévitable "réislamisation" de la société par "le bas" à défaut de l'avoir été par "le haut". (Cf. KEPEL, *La revanche de Dieu. Chrétiens, juifs et musulmans à la reconquête du monde*. Paris, Seuil, 1991, voir note. p.31 et ss.

marché mondial des capitaux et de bien de consommation, productive et individuelle ; de l'autre, les "masses", quoique adulées et mythifiées par le régime, végètent dans les conditions les plus défavorables. Entre les deux camps le fossé n'a cessé de se creuser, tandis que les "masses" accumulaient au fil des ans rancœurs et haines contre "le Pouvoir révolutionnaire", haines qui n'ont pu trouver leur apaisement ou plutôt, leur expression *cathartique* que dans le retour à l'*authentique*. Infiltrées, puis *travaillées* par des activistes de l'élite arabophone exclue des responsabilités technocratiques et politiques et née elle-même par réaction à cette frustration favorisée par la prédominance de l'élite francophone dans la vie politique et économique, "les masses", ce creuset où se fondaient les "forces vives de la nation" qu'étaient les paysans, les travailleurs, les soldats, les cadres, les intellectuels et le Pouvoir, avaient senti dès la fin des années soixante-dix qu'elles n'étaient nullement ce que le régime et sa propagande avaient essayé de faire accroire "Peuples héroïque" aux mains duquel l'Etat-Parti n'était que l'instrument de sa volonté.

## I.- LES CADRES IDEOLOGIQUES DU RENOUVEAU

### A. Les 'Ulamas

L'idée des idéologies intruses, vecteur d'athéisme, jointe au sentiment largement répandu que la Révolution algérienne, d'essence islamique, avait été détournée de sa trajectoire initiale, voilà qui a toujours constitué le thème principal de la propagande des islamistes durant la période envisagée. La même idée est reprise, après la constitution du FIS en février 1989, et vulgarisée sans discontinuer jusqu'à sa dissolution intervenue en mars 1992. Ses principales composantes se revendiquent de l'héritage des 'Ulamas, et Abbassi Madani et Ali Benhadj, pour ne citer que les plus célèbres des chefs de la mouvance, se disent avoir été formés à leur école avant de découvrir les pères salafis, tels Al-Afghâni, 'Abdu, Rachid Ridâ, et leurs disciples radicaux : Hassan Al-Banna, et les frères Qutb. Mais si l'on excepte les leaders, qui connaissent plus ou moins bien l'oeuvre, l'action, ou les témoignages politiques légués par les 'Ulamas, l'écrasante majorité des militants ignore en effet que ces derniers étaient non seulement favorables à la laïcité, version française, mais aussi à la mise de l'Algérie au diapason de la France "laïque et tricolore"<sup>2</sup>. Bien que les régimes successifs, de Bouemedienne à Bendjedid en passant par le comité collégial du HCE, n'aient jamais manqué de multiplier, dans leurs corpus doctrinal, les références aux 'Ulamas, les islamistes n'ont

---

<sup>2</sup> Dans un article rédigé de sa main, et publié dans son journal *Ech Chiheb* (L'Etoile) d'août 1932, le chef de file des 'Ulamas déclarait tout bonnement que ses "auditeurs n'avaient qu'un désir, jouir de tous les droits des autres enfants du drapeau tricolore, de même qu'ils en assumaient tous les devoirs. Nous les confirmions dans cet attachement (à la France) ; nous leur en montrions les avantages ; nous leur faisions entendre, par des analogies, que la France généreuse ne pouvait que leur donner un jour, qui ne pouvait être éloigné, tous les droits dont jouissent les Français" (Cité par NOUSCHI A., in *La naissance du nationalisme algérien, 1914-1954*, Paris, Minuit, 1962, p.66.

en avaient pas moins cessé de crier à la trahison de la mémoire et de l'oeuvre de ces derniers par les équipes dirigeantes. Celles-ci sont accusées d'avoir commis un double péché : le premier, est celui d'avoir évincé les 'Ulamas du pouvoir d'Etat, dès l'indépendance acquise, et le second, d'avoir opté pour une idéologie socialo-laïque en contradiction totale avec les enseignements que les 'Ulamas n'avaient de cesse de prêcher : la pureté coranique étendue à tous les aspects de la vie sociale et économique... Pourtant, dans la vulgate officielle, la référence aux 'Ulamas et la commémoration de leurs souvenirs se présentent concurremment avec celles de "la glorieuse révolution du 1er Novembre 1954". Les noms de rues, de places publiques, d'écoles, de collèges, de lycées, d'universités, de mosquées, etc., baptisées du nom de Ben Badis comptent par centaine. Ainsi nommées la grande mosquée cathédrale-université d'Oran, dont la construction a été officiellement décidée en 1985 ; l'une des plus grandes salles de prières dans le sein de la grande mosquée de l'Emir Abdelkader de Constantine ; un institut d'études littéraires et théologiques, un C.H.U. à l'hôpital-universitaire, puis un lycée et un collège portent également le nom du chef de file des 'Ulamas en cette ville. A Oran, en plus des mosquées, un lycée et des rues portent son nom. A l'ouest, une sous-préfecture arbore fièrement le nom de Ben Badis. A Alger, c'est en son nom que se fait appeler l'Institut de littérature arabe de l'université centrale. La même dénomination est partagée aussi bien par les populations qui construisent leurs lieux de prières indépendamment de l'Etat, dans les villages, les villes et les quartiers, que par les islamistes frondeurs qui se recommandent, avons nous- dit, de la mémoire des 'Ulamas. C'est à l'initiative de ces derniers que fut édifiée, avant les révoltes d'octobre 1988, noyées dans le sang, la grande mosquée baptisée Ben Badis de Kouba, dans la banlieue sud-ouest d'Alger. C'est autour de cette mosquée, alors inachevée, mais flanquée néanmoins de deux minarets d'une vingtaine de mètres environ, eux-mêmes surmontés de haut-parleurs destinés à répercuter la voix du muezzin, que se donnèrent rendez-vous des dizaines de milliers de personnes pour écouter les prêches d'Abbassi Madani et Ali Benhadj, au lendemain de la victoire du FIS aux élections municipales et départementales du 12 juin 1990. Ce fut l'occasion pour ce dernier de rappeler à son auditoire "le détournement" de la révolution algérienne, que Ben Badis aurait initiée, par une poignée de "déviationnistes" oublieux "des nobles principes" de l'islam. Et à l'endroit de ceux qui n'auraient pas compris le lien historique et intime entre l'Association des 'Ulamas et le FLN et le changement en négatif subi par celui-ci après l'indépendance, Ali Benhadj ajouta : "On n'a pas donné une claque au FLN, on a donné une claque à ceux qui ont trahi le FLN".<sup>3</sup>

En effet, dans l'interprétation islamiste, le FLN n'aurait été à l'origine que le bras séculier des 'Ulamas dont l'oeuvre et la mémoire auraient été soit détournées de leur visée initiale - l'instauration d'un Etat islamique fondé sur la *schâri'â* - soit oblitérées par la sélection opérée par l'Etat en matière d'enseignements et de relecture de l'Histoire. Pour ce qui concerne la mémoire des 'Ulamas, cette accusation n'est en fait point

---

<sup>3</sup> Cité par *Libération*, 16-17 juin 1990.

fondée, et l'on peut même affirmer, sans crainte de nous tromper, que la forte imprégnation des islamistes par les enseignements, religieux et moraux, légués par les 'Ulamas la doivent essentiellement aux programmes scolaires et à l'idéologie de l'Algérie officielle. Outre les chansons patriotiques dédiées à leur mémoire et entonnées par les écoliers concurremment avec *qasaman*, hymne patriotique du FLN, il convient d'ajouter les enseignements qui leurs sont consacrés dans les écoles, les instituts islamiques de formation d'imams, et dans les universités réputées "laïques". Même les casernes et les écoles militaires ne sont point abritées de l'influence médiatisée de l'idéologie des 'Ulamas, puisque des promotions des officiers d'état-major de l'Académie Interarmes de Cherchell, à l'ouest d'Alger, avaient été baptisées du nom du chef de file de l'Association des 'Ulamas en 1985<sup>4</sup>. C'est ce surcroît d'hommages posthumes déployés en différentes circonstances et concrétisés à travers des symboles que l'on voudrait durables, qui a amené l'une des connaissances du "regretté" cheikh Ben Badis à écrire une lettre ouverte au ministre des Affaires religieuses et dans laquelle il déclarait d'abord avoir connu "personnellement le président de l'Association des Oulémas et(qu'il était) parmi les partisans de son mouvement"avant d'ajouter : *"...Je constate avec étonnement et surprise -et je ne suis pas le seul- que les honneurs faits à Cheikh Ben Badis sont démesurément amplifiés et ne correspondent pas à la place qu'il doit avoir dans notre histoire(...)En fait, parmi les hommes qui ont marqué l'histoire de notre pays il a sa place, mais l'excès d'honneurs dont il est l'objet débouche sur le culte de la personnalité qui répugne à la tradition de notre peuple"*<sup>5</sup>

Le texte de la déclaration constitutive du FIS dont nous allons reproduire quelques extraits significatifs se révèle à la fois comme une rétrospection de l'islamisme algérien par lui-même, une sorte d'auto-témoignage des tribulations vécues au cours des trois décennies de plomb, et comme un programme préfigurant la société "islamique" à construire. Il révèle également la filiation des idées de l'islamisme politique du FIS avec les 'Ulamas et le FLN d'avant 1962. De l'acte fondateur de 1954 à 1962, le FLN aurait été d'autant moins irréprochable dans ses actes que sa voie était éclairée par les "nobles" enseignements qu'il aurait reçus des 'Ulamas. Tant qu'il demeurerait fidèle à leurs enseignements, le FLN échappait aux errements et aux "déviation" de toutes sortes dans lesquelles il allait tomber désormais, sans jamais pouvoir se relever, à partir de l'indépendance. La création du FIS serait la réponse salutaire à "la sortie" du FLN et de la nation de "la voie droite" tracée par les Pieux devanciers qu'étaient les 'Ulamas. En effet :

<sup>4</sup> *El-Moudjahid* du 8 juillet 1985, qui rapporte l'information dit en substance : "Le président Chadli Bendjedid, Secrétaire général du Parti du FLN, a présidé hier la cérémonie solennelle de sortie de nouvelles Promotions d'Elèves Officiers et d'Officiers d'Etat-Major de l'Académie Interarmes de Cherchell. Ces Promotions ont été baptisées du nom de Cheikh Abdelhamid Ibn Badis, promoteur du Mouvement de Renaissance culturelle et religieuse en Algérie(...) Ce fut ensuite la prestation de serment faite par les Promotions sortantes avant qu'elles ne fussent baptisées du nom de Cheikh Abdelhamid Ibn Badis, dont la biographie a été lue par un élève".

<sup>5</sup> Boutaleb (Abdelkader), ancien président de la sous commission d'orientation et d'idéologie au sein de la commission régionale de réforme de l'enseignement, *in Algérie-Actualité*, n°1238 du 6-12 juillet 1989.

*"La naissance du Front Islamique du Salut est un événement qui puise ses racines dans l'histoire du pays. Comment ? Le Front de Libération Nationale était après 1954 ( novembre était l'un des objectifs du CRUA ) le Front issu d'une phase historique qui a commencé avec la guerre contre le colonialisme pour finir sur la liberté et l'indépendance dans leur sens le plus large. Cette révolution n'a déposé les armes que par la constitution d'un Etat algérien libre et indépendant, sur la base des principes de l'Islam. La question s'est réglée par des négociations et la reconnaissance de la souveraineté du peuple algérien et l'unité de la Nation et du territoire. L'armée française s'est retirée pour la liberté et l'indépendance du peuple algérien. Ce qui reste à réaliser depuis, c'est la construction d'un Etat libre et indépendant sur la base des principes islamiques comme un principe de Novembre. Le Front a été dévié de son projet historique pour un projet politique lié au pouvoir lui-même. Pour preuve, les documents qui confirment cette déviation telle la Charte de Tripoli qui contredit Novembre, la Charte d'Alger au temps de Ben Bella, celle de Boumedienne et enfin la Charte du Temps de Bendjedid. Ces documents n'ont pas de crédibilité par rapport aux idéaux de Novembre qui constituent les pages les plus brillantes de cette nation. C'est la négation de l'histoire et des principes qui nous a fait tomber dans le travers du culte de la personnalité et les sentiers de l'improvisation. Les affaires de la nation n'ont pas été tenues à ses intérêts suprêmes, telle la liberté du peuple, son expression, sa prise en considération et la marginalisation de sa religion et il n'est resté que cette phrase : ' l'Islam est la religion de l'Etat '. Entre temps il eut la perte de ses potentialités humaines et naturelles, la finalité en est cette crise généralisée dans tous les domaines de la vie politique, économique, culturelle et civilisationnelle"<sup>6</sup>.*

Ce qui s'y trouve mis en question, c'est bien l'Etat algérien et les options politico-idéologique dont il a fait siennes, et qui seraient en totale contradiction avec les principes immanents à l'Islam. En même temps qu'il permet de situer les positions idéologiques des acteurs principaux en compétition sur la scène politique algérienne, ce raisonnement d'Abbassi Madani, présente un paradigme raccourci de ce que serait une Algérie expurgée de ses Chartes laïques"... Ces propos tout comme ceux qui vont suivre résument presque tous les discours, les prêches et les sermons prodigués en divers endroits et circonstances par les islamistes depuis leur émergence jusqu'à la dissolution de leur parti, le 4 mars 1992.

---

<sup>6</sup> Par souci de fidélité, ces propos d'Abbassi Madani recueillis par A. Djilali et traduits par la rédaction de l'hebdomadaire *Algérie-Actualité* n°1219 du 23 février au 1er mars 1989, n'ont pas été modifiés. Autrement dit, les fautes de construction françaises et les ponctuations qui s'y trouvent sont conservées en l'état.

En aval du discours du leader "provisoire" du FIS<sup>7</sup>, il y a celui de son rebelle lieutenant, Ali Benhadj, qui retrace à sa manière linéaire de l'islamisme algérien et les épreuves vécues par ses pionniers. Dans son annonce de fondation du FIS qu'on lira ci-dessous, Ali Benhadj nous livre, outre la substance de sa pensée d'islamiste engagée, un témoignage authentique d'une période extrêmement opaque, faite de luttes sourdes, de chuchotements, de prédications, de révoltes souterraines et de répression étatiques. En voici la teneur :

*"Les Musulmans, débute-t-il -son discours, avec à leur tête les prédicateurs dans la diversité de leurs moyens travaillaient et faisaient face à toutes les déviations à la shâri'â en une période où les plumes étaient interdites, les voix bâillonnées et la liberté d'expression inexistante . Malgré tout cela, ils travaillaient et répandaient la parole juste conformément aux recommandations de la religion qui dictait l'obligation du bien et l'interdiction du mal . Et si on revient à l'histoire, nous y trouverons les preuves les preuves et les documents . Le Cheikh Ben Badis a insufflé dans cette Umma l'âme islamique et s'est exposé à la mort en 1927 quand ils ont essayé de l'assassiner . Il a poursuivi son oeuvre en enseignant à cette Umma réprimée ses droits . Son travail a été un succès dans la mesure où il a engendré la génération du premier Novembre. Cette même génération qui a résisté avec une âme islamique sincère. Après l'indépendance acquise, grâce aux sacrifices, les prédicateurs lorsqu'ils ont vu la déviation de la révolution, je citerai parmi eux le cheikh EL Ibrahim qui est mort en résidence surveillée au temps de Ben Bella, le cheikh Mesbah Houidek qui est mort en exil, pour sa foi en la voie de Dieu et son refus de tout joug au temps de Boumedienne, la prédication et la liberté de parole étaient interdites, même dans les mosquées, les grands prédicateurs ne pouvaient pas circuler librement pour répandre les recommandations de Dieu. Un groupe de prédicateurs ont rejeté, chacun à sa façon, la Charte et la Constitution pour exprimer leur refus en 1976 . Je citerai parmi eux les cheikh Nahnah, Soltani et Sahnoun. En même temps, d'autres groupes ont exigé que toutes les activités de la vie soient conformes à la shâri'â ( les événements de l'université en 1982). Le mérite revient aux cheikhs El Madani, Soltani et Sahnoun. Il en a résulté la prison dans un climat de répression sans pareil. Abdellatif Soltani est mort en résidence surveillée au temps de Bendjedid . En 1982, un autre groupe avec à sa tête le martyr Bouyali, était contraint de défendre la prédication, cela a eu pour conséquence du sang versé au profit de l'Est et de*

<sup>7</sup> Ce qualificatif n'est pas le nôtre, mais bien celui des islamistes eux-mêmes qui considèrent que l'unanimité n'a pu être obtenue autour de la personne de Madani , faute d' *ijma'a* . Sa désignation, suggère-t-on, à la tête du FIS résulte de" la conjoncture politique du pays marquée par la coalition des forces anti-islamiques, internes et externes, contre le FIS, seul incarnation véritable des intérêts de l'Umma . Même si l'on est pas d'accord avec le cheikh sur certains points de sa politique laxiste à l'égard de l'Etat, on ne doit pas divulguer ces différences d'opinion. Car les ennemis de l'Islam pourraient s'en réjouir et en profiter pour pousser à la division et à la haine des musulmans contre d'autres musulmans. Le secret (al-kitmân est le garant du salut..."( Omar K., 27 ans, militant clandestin du FIS,"déserteur de l'armée", Tablat, décembre 1992 ).



*l'Ouest aux dépens de l'Islam. Ils ont été arrêtés et torturés. Pour conclure, je dirais que le mouvement islamiste, différent dans les moyens utilisés, et non dans les principes utilisés, et non dans les principes et les objectifs, a toujours travaillé pour éclairer les croyants sur la réalité de leur religion et pour défendre ses grands principes dans les moments où dominaient les ténèbres, la tyrannie et la répression. Nous dirons que le Front existait déjà bien avant (sa) constitution et les Musulmans travaillaient déjà, que la liberté leur soit octroyée ou non. Parce que leur religion leur impose ce devoir même si la Constitution ne réussit pas, nous continuerons à répandre cette religion. Il y a une différence entre celui qui dit la parole juste et sous le règne de la répression et celui qui l'a dit dans la liberté. Cependant cette si liberté nous est octroyée, elle nous évitera de grands problèmes et permettra d'insuffler librement la prédication. Et si le pouvoir applique l'Islam et respecte la souveraineté de ce peuple, nous serons ses soldats et ses serviteurs. Seulement ce qui se passe contredit cela et c'est pour cette raison que le Front a été créé pour défendre l'Islam et édifier les intérêts de cette Umma dans le cadre de l'Islam'<sup>8</sup>.*

Outre qu'ils permettent de récapituler les principales étapes parcourues par les islamistes depuis leur irruption sur l'échiquier politique local, ces témoignages qui sont en même temps un réquisitoire contre les options sociales et politiques des différents gouvernements, aident à mieux saisir le sens du combat, difficile et sinueux, pour lequel ils se sont voués. L'idée maîtresse qu'on y trouve est en effet l'opposition constante entre un islam porté par d'authentiques croyants animés de la foi en Allah transcendant et fortement attachés aux traditions du terroir et un islam perverti par l'adoption des valeurs exogènes par une myriade d'impies et de renégats. Le thème de la révolution déviée, si récurrent dans la littérature et les récriminations islamistes à l'endroit du pouvoir, découle d'une certaine vision antithétique. Il y aurait d'un côté le Bien incarné par ceux qui ont fait leur le credo du "docteur" hanbalite Ibn Taymiyya (1263-1328) insistant vivement sur *le commandement du bien et l'interdiction du mal* ( *al-amr bi l-ma'ruf wa l-nahy 'an al-munkar* )<sup>9</sup>, et de l'autre le Mal incarné par le camp des "déviationnistes" par rapport à "la Voie droite". Toutes les déviations et aberrations s'observant dans l'histoire, tout comme dans la société, sont imputées à la non observation de l'islam par ses fidèles dupés par mille et une tentation de la vie. La "faillite multidimensionnelle" que connaît la société algérienne serait directement liée, sinon causée par l'éloignement des musulmans algériens des principes qui fondent leur religion.

*"En vérité, écrit L'Eveil, hebdomadaire proche du FIS, la faillite multidimensionnelle" a commencé*

<sup>8</sup> In *Algérie-Actualité*, op-cit.

<sup>9</sup> Voir son ouvrage *Kitâb al-imân* (Le livre de la foi) édité avec l'imprimatur du Ministère des affaires religieuses aux imprimeries Mimouni dépendantes de l'armée. Rouiba (Alger), 1988. C'est le livre de chevet des islamistes auquel ils se réfèrent toutes les fois qu'ils croient percevoir des travers sociaux et tentent d'en appliquer aussitôt les consignes qui y sont contenues.

*(...) lorsque la Révolution algérienne a dévié des principes de l'Islam pour se mettre sous la coupe du communisme. Inutile de revenir sur ces déviations que tout le monde connaît puisque nous en vivons les conséquences jusqu'aujourd'hui" 10.*

La filiation de l'islamisme algérien, toutes nuances par ailleurs confondues, avec les 'Ulamas est évidente. Non seulement il s'en recommande, mais il y voit également le parangon de la beauté éthique représentée par leurs paroles et leurs gestes tels qu'ils se trouvent consignés dans les écrits qu'ils ont légués. Autrement dit, les 'Ulamas apparaissent à travers la littérature et le discours des islamistes, aussi bien radicaux comme le FIS ou modérés, comme Hamas et la Nahda, sous des angles éminemment positifs. D'où le rappel incessable de leur mémoire que les pouvoirs successifs auraient essayé d'oblitérer. Se posant en héritiers présomptifs de ces 'Ulamas, les islamistes s'efforcent d'en transfigurer l'oeuvre et la mémoire avant de travailler à la concrétisation de leur vœux et testaments posthumes : l'édification d'une République islamique, purgée de toutes les superstitions et les impiétés entreposées au fil des siècles "par le colonialisme et ses suppôts locaux" dans les entrailles de la société algérienne. Il appartient donc aux nouvelles générations "réveillées" de leurs léthargies de remettre les pendules à l'heure, et de rétablir l'histoire sur ses véritables sentiers d'où on l'avait "dévée".

*"C'est donc en assistant à la déviation évidente de la révolution algérienne des préceptes de l'islam (que) Ali Benhadj ne pouvait rester indifférent. Déjà avant lui le cheikh Al-Ibrahimi avait tiré la sonnette d'alarme, en envoyant une lettre aux congressistes réunis en 1964, pour l'élaboration de la Charte d'Alger, dans laquelle il avait écrit 'Dieu m'a accordé la grâce de vivre jusqu'à l'indépendance de l'Algérie. Ce jour-là (...) me semblait transmettre le flambeau du combat pour la défense du véritable islam et de la renaissance de la langue arabe (combat qui fut la raison de ma vie) à ceux qui prenaient en main les destinées du pays. Je décidai...de garder le silence. Aujourd'hui, anniversaire de la mort de Ben Badis, je me vois contraint de rompre le silence, car l'heure est grave : notre pays glisse de plus en plus vers une guerre civile inexpiable, une crise morale sans précédent et des difficultés économiques insurmontables. Les gouvernants ne paraissent pas réaliser que notre peuple aspire avant tout à l'unité, à la paix, à la prospérité et que les fondements théoriques de leur action doivent être puisés non dans les doctrines étrangères mais dans nos racines arabo-islamiques"<sup>11</sup>. Et le commentateur d'ajouter subséquemment :*

*"L'auteur de ces lignes passa.. une grande partie de sa vie en résidence surveillée à cause de ses idées qui heurtaient de front la voie communiste dans laquelle s'enfonçait*

10 L'Eveil N°62 du 20-26 juillet 1992, p.6.

11 Cité par L'Eveil n°59 du 29 juin au 5 juillet 1992, p.6.

*l'Algérie. Il était dans la nature des choses donc que des hommes comme Ali Benhadj surgissent pour remettre le pays sur la voie de l'islam de par leur rôle de dais et de guides . C'est là une preuve de la vitalité de notre religion et de son enracinement parmi le peuple*"<sup>12</sup> .

Mais leur identification aux 'Ulamas n'est pas exclusive et ne leur interdit point de se référer à l'*umma* islamique prise dans sa totalité, par-delà les frontières nationales. Mais aussi à ses grands penseurs, tels que les cheikhs Al-Afghâni, Abdu, Rachid Rida, etc.

## B.L' UMMA ISLAMIQUE

A l'islam endogène, social, politique et religieux, se superpose en effet l'islam universel saisi ou perçu dans sa double dimension, religieuse et civilisationnelle. Qu'ils soient radicaux ou modérés, *salafis* ou *dजारistes* (algérianistes, néologisme inventé par les intéressés eux-mêmes), tous les islamistes algériens, leaders et militants de base, répètent à l'unisson le lien indissociable qui rattache la partie au tout, le rejeton à la branche mère, l'idée de la chose au concept . Et en l'occurrence :

*"Le peuple algérien fait partie d'une Umma confrontée à un problème de civilisation qui appelle une réponse de dimension civilisationnelle. La question étant à cette échelle, j'ai pu constater que la solution dite moderne (adoptée en Grande-Bretagne, en France ou en Amérique) boite déjà et se trouve remise en cause dans ces contrées. On ne peut donc résoudre notre problème par le recours à un modèle lui-même problématique. La civilisation occidentale qui a perdu son génie salutaire ne peut en aucune manière nous fournir l'antidote à nos maux . Ceux qui s'en vont répétant que pour atteindre au développement européen il nous faut prendre le même chemin se fourvoient. Il serait plus sage pour nous d'étudier l'expérience occidentale, d'en séparer le bon grain de l'ivraie . Ces nations ont leurs mérites, mais n'oublions pas leurs errements. Un examen critique de leurs expériences qui ferait le départ du positif et du négatif nous permettrait une économie d'erreurs et de temps. Voilà pourquoi j'ai choisi l'Islam . Au cours de la soutenance de ma thèse de doctorat d'Etat en Grande-Bretagne, mon directeur de thèse, et les professeurs de jury ont jugé mon travail original précisément parce que à la différence d'autres, je n'ai pas prôné la solution occidentale comme une panacée. "Vous avez choisi la solution islamique, m'ont-ils dit, nous vous en remercions parce qu'il y a dans votre travail une approche critique de la pensée occidentale et en plus une solution de rechange, laquelle traduit votre conviction et ne manque pas d'arguments pour l'étayer ". Comme vous le voyez, l'orientation générale de ma pensée qui*

---

<sup>12</sup> Messaoud Boudjenoun "Ali Benhadj : une légende" In L'Eveil, op-cit, p.7.

*guide mon activité est la même que celle qui a inspiré mon effort académique et mes livres déjà parus ou à paraître*<sup>13</sup>

L'*Umma* est cette communauté transnationale qui est censée transcender les frontières nationales. Elle constitue le second axe référentiel de l'islamisme algérien et la source seconde à partir de laquelle il puise les éléments justificatifs de son action ; elle est ce stock inépuisable de références religieuses, mythiques, métaphysiques et civilisationnelles, qui le dispenseraient de recourir aux apports extérieurs, surtout en matière de modèles éthiques et comportementaux. Ainsi, par exemple, son rejet de l'occidentalisation ne se situe-t-il donc point au niveau de la science et de la technologie dont il accepte volontiers les prémisses et les conséquences, mais au plan de la morale et des règles qui régissent de façon générale les relations inter-familiales, qui seraient, selon lui, entachées d'impudicité ; de "honte suprême" ; de comportements irrévérencieux des enfants envers leurs parents ; de peu d'amour filial de ces derniers envers leurs progénitures ; et, enfin, de mœurs relâchés qui ont pour conséquence perverse la luxure, mère de tous les vices". Comme nous le verrons par la suite, la visée de l'islamisme algérien est basée beaucoup plus sur la morale et la mythique d'un islam réputé fondé sur l'équité et la solidarité de ses membres que sur une stratégie politique et économique raisonnées. Sa croyance en un Coran aux données véridiquement immuables, valables, quant à leur application à tous les domaines de la vie, et en tous temps et en tous lieux, le dispense de toute espèce d'ascèse rigoureuse. Puisque "il y a tout dans le Coran", pourquoi dès lors chercher ailleurs des solutions aux maux qui affligent l'humanité croyante, solutions qui ne pourraient être que fausses, et partant, dépourvues d'efficacité ? Naturellement, cette prétention réaffirmée en toutes circonstances, dans les discussions aussi bien graves que triviales, s'oppose à la parole du Prophète, très souvent citée, recommandant aux croyants d'aller "chercher la science, même en Chine". Peu importe que des contradictions apparaissent dans le corpus. L'essentiel réside dans la fidélité à l'*umma* et aux valeurs consensuelles qui fondent sa spécificité. Le Coran, corpus intemporel et métahistorique, recèle donc la parole d'Allah dont la vérité absolue ne saurait être révoquée en doute. Le Coran serait une anticipation sur toutes les connaissances scientifiques que l'humanité ait découvertes au cours de son évolution millénaire, suite aux pistes qu'il lui a suggérées au travers de ses versets ou signes (*ayâtes*).

<sup>13</sup>Abbassi Madani, interview, in *La Tribune d'Octobre*, éditée à Paris par le Mouvement pour la Démocratie en Algérie (MDA), de l'ancien président algérien, Ahmed Ben Bella, renversé le 19 juin 1965 par son ministre de la défense, le colonel Houari Boumedienne. (Voir le n°5 du 15 au 31 mars 1989, p.5). En effet, le leader du FIS a publié deux ouvrages : d'abord sa thèse, sous l'intitulé *Muchkilât tarbawiya fi al-bilād al-islamiya*, (Problème éducatif en pays d'Islam), Batna (Algérie), Dâr al-Chihâb, 1986, 337p. Nous en avons rendu compte dans étude publiée in *Peuples Méditerranéens* n°52-53, juillet-décembre 1990, pp.167-180 ("Doctrine et discours du cheikh Abbassi Madani") ; le dernier en date, qui reprend l'essentiel, mais sous une forme modifiée, du premier, a été édité en 1989 par l'imprimerie Améziane, sous le titre de *Azmat al-fikr al-hādith wa mubarrirāt al-hall al-islāmī* (La crise de la pensée contemporaine et les justifications de la solution islamique), 113 p.

## C.- LA REFERENCE AUX PENSEURS DE L'ISLAM

L'islamisme algérien, tout comme celui de l'ensemble du Maghreb, ne puise pas ses références religieuses et sa veine nationaliste des seuls foyers idéologiques locaux éteints ou ranimés ( 'Ulamas, mouvement national...), mais aussi des écoles de pensée théologiques diverses: le classicisme islamique de l'Orient arabo- musulman, avec ses dérivées fondamentalistes et réformistes. En inscrivant sa pensée comme son action dans l'optique de l'islam, de ses traditions propres et de sa spécificité culturelle, l'islamisme algérien entend surtout contrer les promoteurs " autochtones " des idéologies et des cultures occidentales ( laïcité et socialisme ), et à faire valoir, en contraste, le legs " oublié " de l'islam . L'opposition à l'Occident et à ses relais locaux ( intellectuels " francophones " ou " anglophones " n'est pas, aux yeux des islamistes, synonyme, d'anti- modernisme . Elle signifie tout bonnement hostilité à l'occidentalisation de la culture et de la morale islamique. C'est une réaction d'auto-défense qui prend l'allure d'une inquiétude permanente de perdre " sa tête " dans le flot ininterrompue d'une modernité porteur, non d'une neutralité culturelle pacifique et bienveillante, mais d'un ferment de dissolution de l' " âme " islamique. Cette inquiétude qui se double souvent d'une schizophrénie , se trouve aggravée par les multiples tensions linguistiques, et par l'hégémonie de l'élite dirigeante, pro-occidentale, et de ses clients recrutés parmi les intellectuels pour qui l'ouverture à " la modernité " se ramène au mimétisme de l'Occident

Face aux tenants de cette occidentalisation des formes au détriment d'une recherche et d'un savoir vrai, débarrassé des effets de mode, de singerie et de complexe, se dressent hargneusement les partisans de la défense de l'identité religieuse et civilisationnelle. Pour se préserver " des maux " autant que de l'invasion culturelle de l'Occident ( *al-ghazu al-thaqafi al-gharbî* ), l'*Umma* , soutiennent-ils, doit puiser d'elle-même les ressources de son relèvement spirituel et économique; se réarmer de sa foi et de renouer avec les certitudes divines contenues dans le Coran et la Sunna. Afin de s'éviter la rechute ( la *naksa* ) et la perte de son authenticité( *al-asalâ* ), marque essentielle de sa spécificité par rapport à l'Autre, l'altérité, l'*Umma* doit se référer constamment aux enseignements de ses exégèses en( *fiqh* ) jurisconsultes) reconnus des différentes écoles de pensée islamique ( *al-madhahib* ) . Les Pieux Devanciers ou *Aslaf* en lesquels se reconnaissent toutes les dénominations du fondamentalisme maghrébin, et algérien en particulier, depuis les plus extrémistes d'entre eux comme les *jama'at al-jihâd* et les Afghans , en passant par les plus modérés, comme les mouvements Hamas du cheikh Nahnah( tendance Frères Musulmans ) et la Nahda de Jaba Allah ; la tendance " algérieniste "( *al-djazarâ* ) représentée au sein du FIS, à partir de juin 1990, après qu'elle eut accepté de s'y intégrer, par Mohamed Saïd , Abdelkader Hachani, Rabah Kébir ( qui se réclament de la pensée de Bennabi ) son t

Mâlik Ibn Anâs ( 712-795 de J.-C ) <sup>14</sup>, L'imam Ibn Hazm ( 994-1064 ), et surtout Ibn Taïmiyya (1263-1328).

*" En vérité le Salaf , le fondamentalisme, est une école à vocation sociale et réformatrice qui se fonde sur la foi telle qu'elle, celle du Coran et de la Sunna. Cette tendance ne date pas d'aujourd'hui, elle remonte à Ibn Taïmiyya, à Ibn Qaïm al-Jawziya, aux Imams sunnites comme Mâlik Ibn Anâs qui a dit en substance que la communauté doit se préserver en aval en puisant sa pureté en amont. Voilà résumé, la vision du départ du Salaf . La tendance sunnite est, en définitive, d'origine salafite( ... ) Je reste un fidèle disciple de cette lignée qui va de Mâlik Ibn Anâs jusqu'à Mâlik Bennabi, soucieux d'assimiler en profondeur et dans toutes ses dimensions la tendance fondamentaliste et d'en acquérir la rigoureuse méthode. Je demeure conscient que l'apport de ces prédécesseurs est conditionné par leurs temps. Notre temps à ses impératifs propres qui appellent des enrichissements de répondre à la crise aujourd'hui . Quelles sont dès lors les conditions méthodologiques qui rendraient la réponse islamique aussi fonctionnelle qu'elle a pu l'être au temps du Prophète et à celui des califes Rachidun ? Mes illustres prédécesseurs n'ont pu répondre à ces questions..."<sup>15</sup>*

Le courant moderne dit salafi et parfois aussi islâhi ( réformiste ) incarné par le penseur réformiste afghân, Jamal al- Dîn al-Afghânî (1838-1897 ) et ses disciples, l' égyptien Muhammad 'Abduh (1849-1905 ), et le syrien Rachid Ridhâ (1865-1935 ), constitue une autre source de référence et d'inspiration pour l'action des islamistes actuels .Pour les maximalistes d'entre eux, c' est surtout Hassan al- Bannâ (1906-1949 ) ,fondateur de la fameuse Association des Frères Musulmans en 1928 , et Sayyed Qutb , pendu en 1966 pour tentative de "complot" <sup>16</sup> contre le régime nassérien, qui doivent être "suivis ou imités " dans leurs paroles et dans leurs gestes. En raison de leurs écrits intransigeants envers les régimes en place , et l'accent qu'ils mettent sur la pauvreté , les misères et les maux sociaux en général qui frappent les administrés , toutes choses imputées aux "déviances" des gouvernants par rapport à la voie islamique, c'est-à-dire *la shâri'â* 'à , ils recueillent le plus de suffrages auprès des jeunes exclus et frondeurs de la société. Peu enclins aux compromis avec les pouvoirs en place qu'ils jugent incorrigibles, ils voient en ces deux " martyrs " la preuve qui justifierait leur intransigeance. Ali Benhadj incarne , en qualité de *salafi* , de tribun et d'orateur aux talents innés , au verbe tantôt tonitruant, tantôt doux et chanté à la manière de la poésie arabe de l'antéislam ,

<sup>14</sup> Né et mort à Médine . Fondateur du rite mâlikite adopté par les Maghrébins vers le X<sup>e</sup> siècle de notre ère. " attaché étroitement à la lettre et hostile aux interprétations rationnelles", le malékisme collerait parfaitement " à la mentalité berbère" où " il domine encore " . Voir Julien C.-A., *Histoire de l'Afrique du Nord de la conquête arabe à 1830*, tome II, Alger ,SNED ,1980 , p. 48 et ss.

<sup>15</sup> Abbassi Madani , in *La Tribune d'Octobre*, op. cit. , pp. 5-6.

<sup>16</sup> Voir KEPEL ( G ), *Le Prophète et Pharaon . Les mouvements islamistes dans l'Egypte contemporaine* . Paris , *La Découverte* , 1984 , p. 37 et ss.

incarne cette tendance vraiment coriace de l'islamisme algérien issu de ces couches pauvres, élevées dans l'esprit d'un islam traditionnel, ancré dans les rites orthodoxes et magiques, et dans lequel les mythes de l'équité, de la justice sociale et de la fraternité humaine avec son cortège de solidarité et de partage des biens matériels, sont profondément enracinés. Son intransigeance, Ali Benhadj ne la doit pas uniquement à ses lectures intensives des oeuvres des Aslafs<sup>17</sup> ci-dessus cités, mais aussi et peut-être encore plus aux conditions dans lesquelles il a vécues depuis sa prime enfance jusqu'à son engagement dans la mouvance islamiste<sup>18</sup>.

Sa référence aux enseignements de ces cheikhs lui sert non seulement de garde-fou méthodologique contre les interprétations laxistes ou erronées des hommes de culte stipendiés, mais aussi de mise en garde contre ceux qui auraient oublié l'appartenance de l'Algérie à la culture et à la civilisation de l'islam. Comme la plupart de ses pairs pour qui "la dissolution des mœurs", le relâchement des liens familiaux traditionnels, Ali Benhadj place son action sous le signe de la lutte pour l'assainissement de la société des pratiques délétères qui en sapent les fondement. Ainsi le horizon principal *salafi*, sous ses diverses nuances, s'arrête à la morale et à sa préservation des "virus" laïc et matérialiste" de l'Occident.

## V. LES OBJECTIFS DU RENOUVEAU ( LA SAHWA ) : LA MORALE

La morale constitue, à côté de la revendication d'équité et de justice sociale, l'un des objectifs principaux visés par toutes les tendances qui composent l'islamisme militant de l'Algérie. En d'autres termes, s'ils divergent quant à la stratégie de conquête de pouvoir, tous les courants rassemblés au sein du FIS se rencontrent sur cette question relative à l'assainissement des mœurs sociales. La femme qui constitue leur talon d'Achille, absorbe en effet presque l'essentiel de leurs énergies intellectuelles, et c'est ce qui explique sans nul doute leur refus farouche du système de valeurs du monde occidental qui accorde à celle-ci, au plan juridique, à peu près les mêmes droits et libertés que l'homme. Mais c'est surtout le mot *liberté* qui provoque en eux de grandes inquiétudes, car, dans leur esprit, il rime avec privautés. Comment peut-on accorder liberté à la femme sans qu'elle en abuse et

<sup>17</sup> Jacques Berque traduit assez justement ce terme par l'expression de "L'Antécédence des Justes" ( al-aslaf al-salihun ), in Le Monde Diplomatique, février, 1992. Mais d'un point de vue épistémologique, le salafisme " est l'interprétation apologétique moderne du credo islamique face à la critique européenne et à la décadence culturelle des musulmans ; interprétation qui ne concorde pas nécessairement avec le sens immédiat de l'orthodoxie des siècles passés " ( Laroui A., Islam et modernité, Paris, La Découverte, 1986 ; Alger, Bouchène, 1990, p. 33., note 30.

<sup>18</sup> Né le 16 décembre 1956 dans un camps de réfugiés algériens à la frontière tunisienne, d'un père originaire d'Adrar, mort dans le combat pour l'indépendance, et d'une mère statutairement "indéfinie", décédée avant d'atteindre la puberté, il aura vécu donc une enfance faite d'épreuves, de frustrations et de révoltes contenues (...).

sans que la dignité de l'homme soit rabaissée en deçà de l'innommable ? La focalisation sur les aspects éthiques et rituels , sur le statut de la femme et de la famille <sup>19</sup> , autour desquels se cristallisent leurs discours- refus de l'occidentalisation des élites gouvernantes, voilà qui laisse peu de place chez eux aux réflexions d'ordre sociologique ou politique . Autrement dit, les efforts des islamistes algériens , depuis le Mouvement Islamique Armé (MIA ) de Bouyali en passant par le FIS et toutes les tendances intermédiaires de la mouvance , ont porté davantage sur la prédication moralisante de la société que sur une élaboration doctrinale . Le témoignage de bien de vétérans de l'islamisme confirme cette grosse lacune. En effet , l'objectif a été durant toute la décennie qui a précédée les événements tragiques d'octobre 1988 , non pas de réfléchir ou d'élaborer des programmes politiques - puisque ceux-ci existent dans le Coran -, mais de :

*"Porter conseils à nos frères pour travailler ensemble au bien être de cette communauté et de ce pays arrosé du sang de ses martyrs. Nous avons vu les calamités morales qui n'ont aucun lien avec la religion, ni les traditions de l'Algérien. La consommation du vin devenue licite, la mixité dans les écoles, les lycées et les universités, ont eu pour conséquence la prolifération des des bâtards. La dépravation s'est répandue et nous voyons la femme ne plus se cacher et étale aux yeux de tout le monde son corps maquillé et nu , à l'intérieur et à l'extérieur. Où est donc la dignité de l'Algérien après que son honneur a été bafoué publiquement , après que le pays dont le sol a été arrosé du sang des martyrs participe au concours de production de vins et gagne la médaille d'or. Après la disparition des valeurs humaines chez certains ' bergers ' , nous avons essayé de trouver un autre souffle à cette Umma en créant un cadre idéal , avant qu'il ne soit trop tard et il n'y a aucun mal à cela. dans la mesure où chaque brailleur se réclame d'un parti ou d'un cadre pour servir le bien de cette Umma , à mon avis il n'y a aucun homme sage pour me contredire que la plupart travaillent pour la destruction de cette Umma qu'ils soient ou non conscients de cela . Et la plupart d'entre eux considèrent que ce Front ( le FIS ) a été créé que dans un but d'opposition armée . Il n'en est absolument pas question Mais la bataille de notre Front et son terrain , c'est la lutte contre la déliquescence et les maux ainsi que la recherche de l'édification d'une Société Islamique qui ne marchande pas ses principes fondamentaux ni ses intérêts matériels et spirituels "*<sup>20</sup>

<sup>19</sup> Ainsi le Code de la famille algérien , adopté en juin 1984, sous la pression du lobby islamiste au sein du Parti et de L' Assemblée qui lui est inféodée, après quatre années de discussions d'amendement et de contre-amendement, avait donné entière satisfaction aux islamistes répartis à travers les différentes structures étatiques. Y furent inscrites les principales dispositions issues de la *shâri'* à la polygamie , les droits de succession et d'héritage , qui font la part belle au mâle qui en aura le double de de la fille( Cf. Code...,Alger,OPU, 1984 ).

<sup>20</sup> Déclaration du cheikh Zebda Benazouz , lors de la fondation du FIS . Elle fut prononcée en présence des centaines de fidèles à la mosquée *al-Sunna* de Bab el-Oued. Voir *Algérie- Actualité* n°1219, 23 fév.-1er mars,1989, p. 8 .



A la manière des 'Ulamas, de la pensée et de l'action desquels ils s'inspirent<sup>21</sup>, les islamistes avaient entrepris, dès la victoire acquise, d'assainir la société, de la débarrasser "des péchés" dont elle serait encombrée. Parmi les objectifs prioritaires retenus par les élus du FIS figuraient en premier lieu ceux ayant trait aux "mauvaises mœurs" et aux interdits, suivis de la question du logement et de l'emploi. Ainsi l'été 1990 aura été marqué par un début d'application de "l'ordre moral"<sup>22</sup> islamiste, précédé ou suivi par une série d'incidents, voire d'agression physiques contre des femmes "baigneuses", attribuées aux militants du FIS, qui s'en était défendu. S'abritant derrière le Coran et la Sunna, les municipalités passées sous son contrôle avaient donné des consignes et des directives qui s'apparentaient à des dispositions légales et connurent effectivement un début d'application : des plages mixtes furent délimitées avec interdiction, pour les femmes de porter le maillot "deux-pièces" jugé indécent. De sorte que, en cet été 1990, la quasi-totalité des plages relevant des communes dites "vertes" furent désertées par les femmes qui transformèrent, en guise d'ironie tragique, les initiales du Parti islamiste en "*Fatma, Interdit de Sortir*" (FIS)<sup>23</sup>. Ainsi dans la commune de Tipaza, située à l'ouest d'Alger, les conseillers municipaux et régionaux contrôlés par le FIS interdirent aux hommes le port de la culotte courte sur les plages, la musique du raï en ville et instituèrent sur le modèle de la ville de Mostaghanem, près d'Oran, une véritable "police des mœurs"<sup>24</sup>. Baignades et football en caleçon court, mixité, alcool, maisons de tolérance, furent l'objet de diverses mesures, allant des pressions à l'interdiction pure et simple. A Constantine, troisième ville du pays en importance urbaine et démographique, où la crise du logement recule sans cesse l'âge du mariage, où la mixité est quasi inconnue, la municipalité du FIS avait décidé dès sa première réunion à la mi-juillet 1990 d'interdire la mixité dans les écoles, les lycées et dans les très rares lieux publics où l'on pouvait rencontrer quelques couples (comme les salons de thé). Dans la foulée, elle avait interdit la vente d'alcool, y compris dans les grands hôtels destinés théoriquement aux "touristes" qui n'y viennent jamais, il est vrai, et prit la décision de fermer sans mot dire les lupanars de la vieille ville accrochée à son rocher vertigineux<sup>25</sup>.

<sup>21</sup> L'un des objectifs, en effet, que s'était assignés les 'Ulamas lors de la fondation de leur Association en 1930, était d' "assainir ce qui est gâté, redresser ce qui est tordu, remettre l'égaré dans la voie droite".

<sup>22</sup> Voir Marion (G), 'Ordre moral' islamique en Algérie' in *Le Monde*, 17 juillet 1990.

<sup>23</sup> Cf. *Algérie-Actualité* du 5-11 juillet 1990.

<sup>24</sup> Le festival traditionnel de musique raï qui devait se tenir à Oran durant la première semaine de juillet fut interdit par la municipalité FIS, sous le motif de l'illicite (*haram*).

<sup>25</sup> Ces maisons closes de la rue de L'Echelle (dénomination persistante des temps coloniaux) ne furent jamais inquiétées par les 'Ulamas. L'un des frères du cheikh Abd El Hamid Ben Badis, le chef de file du puritanisme de l'Algérie coloniale, n'y avait-il pas ses entrées et des amies nombreuses, dont la défunte M.K. ? Effectivement, les temps ont changé, mais en négatif puisque ces maisons ont été vidées manu militari de leurs résidentes au cours de l'été 1990 et repliées sur l'aéroport Ain El Bey où elles travaillent dans des conditions à la fois humiliantes et peu conformes à "l'hygiène publique" (Cf. à ce propos, *AFP-Reuter in Libération* 16 juillet 1990).

Quant à l'Assemblée populaire de la wilaya d'Alger, elle s'était contentée de recommander l'interdiction de la mixité dans les écoles à partir de la rentrée scolaire. Dans le département de Chlef, à l'ouest d'Alger, les municipalités FIS avaient institué des tribunaux parallèles investis de juger les affaires de droit privé, de même qu'à Batna, dans l'est du pays. Ainsi, la presque totalité des plages que nous avons parcourues durant l'été de l'année en question, dans l'algérois, une partie de la côte est étaient dominées par la présence d'hommes, souvent très jeunes, dont la plupart, en conformité avec les recommandations du FIS, portaient "le maillot de bain islamique", une sorte de bermuda couvrant les genoux. Pour ce qui concerne la mixité, ce parti n'avait pas failli à certaines de ses promesses électorales. En certains départements, il était passé de la recommandation à l'interdiction de la mixité pure et simple dans les écoles et dans certaines administrations. Ainsi, par exemple, la ville de Saoula située à l'ouest d'Alger, avait décidé d'interdire sur tout le territoire de la commune la mixité à l'école. En dépit de la suspension de cet arrêt municipal par le ministère de l'éducation nationale, les militants islamistes et leurs élus locaux qui ne voulaient se plier qu'aux exigences de Dieu et de leurs électeurs, organisèrent début octobre une grande manifestation de protestation où se lisait sur les banderoles déployées le mot d'ordre de toujours : "non à la mixité !". Quant au maire de la ville, il s'efforçait de justifier l'abolition de la mixité par "l'une des volontés du FIS et de Dieu" et par le fait que "nos électeurs ont fait leur choix, à nous de les satisfaire et de concrétiser par là même notre programme"<sup>26</sup>. Et le maire n'aura pas été contredit par ses électeurs, puisque une semaine plus tard ce fut le tour des parents de manifester, juste après la prière du vendredi, en agitant des pancartes dont l'une portait l'inscription de "mixité=débauche". Enfin, pour ce maire comme pour la plupart de ses pairs islamistes vainqueurs aux élections municipales et départementales, l'échec scolaire constaté à travers les statistiques locales et nationales était essentiellement imputable à la mixité qui détournerait les élèves du goût de l'apprentissage de l'enseignement. Comme antidote à ces déperditions scolaires, l'on propose donc la séparation radicale des deux sexes, ce qui ne manquerait pas de donner des résultats fort appréciables.

"La mixité crée chez le garçon un complexe qui l'empêche de participer convenablement aux cours. La présence féminine dans les classes dérange les garçons et détourne leur attention. C'est ce qui explique le taux plus important de réussite chez les filles", raconte le plus sereinement du monde ce maire approuvé aussitôt par le proviseur du lycée qui ajoute sur la foi des ses "observations personnelles" que "les filles tentaient d'écraser les garçons par le biais des résultats scolaires"<sup>27</sup>.

<sup>26</sup> Cité par *Le Monde*, 3 nov. 1990.

<sup>27</sup> *Ibid.*

Sur le front de l'interdit alimentaire, l'alcool figurait en première cible de la lutte des municipalités du FIS. Mais ce problème était d'autant plus délicat, en effet, que le FIS comptait et compte encore parmi ses sympathisants et mécènes (petits et grands trafiquants, commerçants, entrepreneurs de bâtiment, bijoutiers, mandataires en fruits et légumes et fonctionnaires ...) quantité de "buveurs" qui ne paraissent guère disposés à se départir de leurs habitudes de consommation. Pour ne mécontenter et aliéner la sympathie ou le soutien financier de ces couches, il avait préféré, au plan de la lutte contre la consommation de l'alcool, la prudence et le prêche à l'autoritarisme. Autant dire que son approche du problème n'a pas été partout uniforme. Elle s'est efforcée de s'adapter au lieu et aux circonstances. Dans Les régions traditionnelles où l'islam traditionnel imprègne toutes les couches de la population (certaines régions sahariennes et de l'Est...), le FIS n'avait eu aucun mal à obtenir la fermeture des boutiques et des débits de boisson alcoolisées. En revanche, dans les régions côtières, il avait dû plus d'une fois faire machine arrière devant les réticences ou la franche hostilité des consommateurs. Voici quelques exemples sur la manière avec laquelle le FIS avait essayé de s'attaquer à ce problème : à Bordj El-Kiffân (ex-Fort de l'eau) commune côtière à l'est d'Alger enlevée par le FIS au FLN, il y avait des bars et des restaurants où l'on faisait bonnes chères arrosées de vins, où la mixité en certains lieux était plus que tolérée. En basculant à 75% dans le giron du FIS en ce 12 juin 1990, Bordj El-Kiffân fut invitée aussitôt à faire sa pénitence, à laver et à se laver de ses péchés. Surnommée jusqu'à cette date "Le Petit Paris" en raison de la relative ambiance décontractée qu'y régnait, cette ville devait connaître son heure de résipiscence définitive s'il n'eût une forte résistance de la part du lobby "alcoolique". Elu maire, Mohammed Saïd Haddad est un transfuge du FLN à qui il reproche, entre autres de s'être éloigné de *la shâri'â*, au point d'avoir favoriser non seulement l'édification d'immenses fortunes au mépris de "la justice sociale" recommandée par le Coran et la Sunna, mais d'avoir aussi contribué à la prolifération des "lieux de débauche". Si Haddad n'était guère favorable à la façon avec laquelle certains de ses pairs ont ordonné la fermeture autoritaire de quelques lieux mal affamés, comme le bar-restaurant nommé *la Santa Monica*, "hantée de haram et de filles de joie", il n'en était pas moins un chaud partisan de l'application de *la shâri'â*. Seulement, il faudrait le faire "par étape graduelle", disait-il, et sans brusquer les choses. User de la persuasion et de la culpabilisation, voire de la délation moralisante, pour amener les gérants à fermer boutique, telle fut finalement l'attitude retenue par Haddad et ses adjoints, et que tout le monde avait cru plus payante à longue échéance que la manière autoritaire, qui avait aliéné tant de capital de sympathie tout au début de leur gestion communale. Les militants que nous avons rencontrés faisant le travail de porte à porte nous disaient textuellement qu'ils misaient sur la

culpabilisation pour ramener les tenanciers de bistrots à alcool à renoncer à ce commerce "illicite", et sur la répétition de ce mot jusqu' à ce qu'ils aient "honte de réouvrir leur porte".<sup>28</sup>

D'autres communes tombées sous contrôle islamiste étaient également promises à amendement. Ainsi la commune de Bordj El-Bahri , près d'Alger . Ayant voté 68 % FIS , elle s'est donnée donc des élus jeunes, dont l'âge ne dépasse pas la trentaine ; titulaires de diplômes supérieurs ( ingénieurs , médecins , enseignants ...), ces élus arborent pour la plupart le *khamîs* , une sorte de calotte , et promettent des changements radicaux dans la gestion morale de la citée enlevée aux "laïcs et aux communistes". Ali Ben Moussa , premier vice-président de l'APC , est un ingénieur en statistiques flanqué de médecins , d'économistes et de techniciens supérieurs , tous bilingues , ne cache guère sa volonté de de s'occuper autant de la morale sociale "perventie" par une trentaine d'années "d'égarement " et d'impéritie que de la crise du logement qui y sévit. Alcools , jeux de hasard prostitution et usure devaient disparaître de sa cité. Mais comme Haddad , il ne voulait aucunement précipiter les choses tant que l'autorité de son parti n'était pas encore tout à fait "assise". Mais le but à longue échéance reste l'éradication de "ces fléaux sociaux". Ici , le problème de la moralisation de la collectivité semble se présenter sous des meilleures auspices qu'ailleurs : les plages y sont fortement polluées et certains élus rencontrés , tout comme les militants interrogés , à ce propos , s'en réjouissent en fait . Parce que , la nudité ailleurs étalée " avec honte", n'y trouve point d'endroit où elle peut se déployer. La "saleté" associée par le Coran au *chitane* (diable) , lui-même figuré sous des dehors répugnants par l'imaginaire populaire , s'y trouve paradoxalement sollicitée en renfort contre les infractions à la morale . Pour les quelques militants surpris en conversation avec d'autres , les détritux déversés par les égouts de la ville dans les plages alentours et les odeurs fétides qui s'en dégagent sont un bonne chose , dans la mesure où les femmes ne peuvent pas s'aventurer , et surtout pas "en maillot deux-pièces" .

Quant aux cabarets devenus depuis longtemps , à la faveur du délabrement du décor et de la "déprime", de véritables bouges , ils avaient fermé leurs portes plutôt sous la pression moralisante et des prêches récurrents que sous le coup d'arrêts municipaux . Même le bar la *Cigogne* , réputé de bonnes fréquentations et rétif aux sirènes de l'intégrisme , n'avait pas pu résister et dut se plier aux exigences de la morale . A Corso , près de Boumerdès , où le FIS avait obtenu 64 % des voix , soit 5 sièges contre 2 pour le FLN et aux indépendants , tout le monde , y compris l'élu de la liste indépendante, un ingénieur d'une trentaine d'année, lui-même un transfuge du FLN , se déclarait favorable à l' "assainissement moral de la ville" préconisé par les élus du FIS . Mais pour se faire , ces derniers préféraient s'en remettre aux décisions de l'instance suprême représentée au niveau local

---

<sup>28</sup> Enquêtes personnelles effectuées en juin-juillet 1990 et février-mars 1991.

par *Majlis al- chura* ( conseil consultatif ) siégeant dans la mosquée principale de la ville . Le maire Ahmed Bouzaouia , trente huit ans , employé de l'Agence Air Algérie , avait pour vice -président un imam de mosquée ( guide de la prière ) aux allures d'un sage , mais qui n'en cachait pas moins derrière cette bonhomie une intransigeance sans faille : la plage serait comme le hammâm , les femmes d'un côté, les hommes de l'autre. S'il ne tenait qu'à lui , l'imam appliquerait immédiatement les principales dispositions de la loi islamique . D'autres élus lui font échos . Dellys , ville côtière , située à l'est d'Alger , fut conquise à 60 % par le FIS , qui avait aussitôt imposé , a coups de prêches moralisateurs , le maillot "islamique" au détriment du *tee shirt* , et les baignades " séparées " au lieu et place des plages mixtes. Elu maire sur la liste du FIS , le directeur de l'école fondamentale locale, Ahmed Khider , âgé alors d'une trentaine d'années , père de cinq enfants , militant transfuge , comme les précédents , du FLN , promettait non seulement de faire bientôt régner " la justice sociale " dans sa municipalité , mais aussi d'en faire une contrée "totalement islamique " dans ses conduites sociales , comme dans ses moeurs . Même s'il n'envisageait pas d'interdire tout de suite le *tee shirt* , la mixité et l'alcool , le maire n'en avait pas moins inscrit ces pratiques réprouvées dans la liste des dénominations illicites appelées à disparaître. Epaulé dans sa gestion par deux adjoints, Mourad Abdiche , âgé de quarante ans , chauffeur de taxi , et ancien habitué du cabaret local- *Le Névé--* , un repentir donc , et d'Ali , trente cinq ans , professeur de sciences naturelles dans un collège d'enseignement fondamental , Ahmed Khider se penchait surtout sur le volet éthique de la *shârî'a* ; éthique qui aurait été malmenée par la laïcité rampante d'un FLN oublieux de ses promesses et ses serments de fidélités prononcées à la veille du déclenchement de la guerre d'indépendance , le 1er Novembre 1954. C'est la lutte pour le triomphe de la morale et la réhabilitation des valeurs et des symboles islamiques , qui valut à Khider une condamnation de deux mois de prison avec sursis en juillet 1989<sup>29</sup> .

Elu à vingt sept- ans maire de la municipalité de Staouali , l'ouest d'Alger, avec l'aval du Conseil consultatif ( *Majlis al-chura* ), Mohamed Zidane s'était assigné pour objectif principal de purger les comportements sociaux des moeurs corrompus qui les gangrènent et de rendre les plages alentours plus limpides qu'elles ne l'étaient jusqu' ici. Acquisée à plus 50% aux islamistes qui firent perdre à Madame Sayoud son poste de maire FLN , la ville de Staouali était conviée par le nouveau maire à se conformer aux règles de la morale islamique et à la vigilance face aux sirènes des Chrétiens, des Juifs et "de leurs relais en Algérie dans la guerre contre l'islam"<sup>30</sup> .

Sous prétexte d'avoir obtenu " la confiance du peuple sur la base de l'islam " , le maire de la

<sup>29</sup> Instigateur et meneur d'une manifestation interdite contre le port du *tee shirt* , Khider s'est fait poursuivre par la police et trouva refuge avec quelques-uns de ses amis dans la mosquée de la ville. Ils n'acceptèrent de se rendre qu'après intervention d'Abbassi Madani , alors au *summum* de sa popularité .

<sup>30</sup> Certaines enquêtes journalistiques confirment ou corrigent parfois nos investigations personnelles effectuées pendant la période envisagée. Voir à propos de ces connotations au relent xénophobe *Algérie-Actualité*, 5-11 juillet 1990.

municipalité de Douara , près d'Alger , le nommé Ledoune , estimait l'heure venue d'appliquer sans rechigner certaines dispositions coraniques et éthiques de l'islam: interdiction de l'alcool et imposition progressive du voile aux femmes avec défense de "se mélanger aux hommes " sur les plages <sup>31</sup> .

En effet , durant toute la durée de leur gestion municipale , les islamistes n'ont pas cessé de faire alterner ordre moral , gestes caritatifs <sup>32</sup> et actions extravagantes. Pour l'ordre moral, il faut y revenir , car il fait partie intégrante du programme politique du FIS. De sa victoire aux élections municipales et départementales de juin 1990 au premier tour des élections législatives qu'il a remportées haut la main en décembre 1992 , ce parti n'avait cessé de dénoncer la dualité du pouvoir local et l'empiètement des préfets( walis ) sur ses prérogatives politiques et législatives . D'où les conflits de compétence et les litiges nés d'une cohabitation entre deux autorités rivales , les walis représentants l'Etat-FLN d'un côté, et qui continuait à légiférer selon ses propres lois plus ou moins "laïques" , et le FIS qui cherchait à leur en substituer immédiatement les siennes , d'autre part . Ses conflits avaient souvent pour motifs des questions d'ordre morale , et ne portaient que très rarement sur des problèmes de nature politique ou économique . Ainsi, le maire élu du FIS à Annaba (ex- Bône Mohamed Boulouidnine , qui n'aime ni la mixité, ni l'alcool , ni le sport féminin ni la femme " dévoilée" <sup>33</sup> , ni le maintien des maisons closes en sa ville, ni la dualité du pouvoir , reproche au wali de faire obstruction à l'application des délibérations de la municipalité dont il était le chef et qui voulait appliquer " ce que Dieu a défendu" . En outre , le maire et ses adjoints qui récusait la tutelle des représentants du pouvoir central , ne comprenaient pas qu'un pouvoir élu pût se soumettre à une autorité désignée ou imposée.

A Bechar, des pétitions inspirées par les islamistes associés à des notables de la ville sont envoyées au wali pour exiger que fût fermée la "maison de tolérance " et tous les restaurants servant des boissons alcoolisées . En réaction , des protestations furent élevées depuis cette ville .

*" ...Bien entendu, le tourisme que l' Etat encourage et inscrit dans les réformes économiques, sera amputé - par l'introduction d'interdits et de tabous - de cette faculté laissée au touriste étranger ou national de se sentir libre de consommer ou non des boissons alcoolisées. Plus grave encore, il faut redouter la substitution des boissons alcoolisées à d'autres fléaux sociaux plus terribles et ravageurs : les stupéfiants et l'alcool à brûler. L'exemple dramatique survenu aux jeunes algériens de la wilaya de Sidi - Bel - Abbès empoisonnés au*

<sup>31</sup> Cf. *Le Monde* " Les Communes 'vertes' l'oeil d'Allah" ,6 juin 1991.

<sup>32</sup> . Voir Heller (Y) , " Les bonnes oeuvres des islamistes algériens" in *Le Monde* , 27 juin 1990.

<sup>33</sup> Dès son installation à la tête de la mairie , Boulouidnine avait renvoyé sa secrétaire de cabinet au cri de " Eloignez-là de moi , c'est le diable " . Le motif en était que celle-ci refusait de porter le *hidjâb* et de s'abstenir de se maquiller.

*méthanol parce que la bêtise a prévalu, est révélateur de la crise sociale dans toute sa dimension ; crise sociale parce que justement il y a absence de dialogue, de compréhension, prise de mesures répressives, de décisions irréfléchies en matière de restriction des libertés publiques. Nous aurions aimé que ce groupe de 'moralisateurs de la vie publique' fasse plutôt une proposition concrète en matière de résorption de chômage des jeunes, par exemple par la constitution d'une caisse de solidarité. Mais force est de constater, malheureusement, que sa seule et unique obsession est de partir en croisade contre tout ce qui heurte sa conception totalitaire de la vie : boissons alcoolisées, statut de la femme, mixité, chanson, musique, etc. Comme si l'existence de ces choses là constitue une entrave certaine à l'épanouissement et à la prospérité de l'Algérie"<sup>34</sup>.*

Quant aux extravagances imputées aux militants islamistes, elles consistaient, entre autres, en l'attaque contre les symboles mystiques (marabouts et zaouia), aux cultes populaires qui leurs sont rattachés ; à ceux du FLN et de l'Etat, considérés comme l'incarnation de la *jâhilya* (paganisme)). La profanation des cimetières et la destruction des pierres tombales en maints endroits ont été très fréquentes avant l'émergence et la reconnaissance du FIS. Les tendances salafistes présentes dans ce dernier, se réclamant d'Ibn Taymiyya, considèrent en effet, à l'instar de ce dernier, que les santons, les chiffons votifs et le marbre qui couvrent les tombes relèvent de l'ordre de l'illicite. Ces tendances reprennent telles quelles les recommandations du maître contenues dans son livre, *Kitâb al-imân*,<sup>35</sup> et tentent de les appliquer à la lettre. C'est pourquoi en divers endroits et régions du pays, des "harâms" bombés sur des pierres tombales en marbre renversées et des insultes à l'encontre des symboles de l'Etat et du FLN, son associé, ont été relevés. Fut relevé également à Lakhdaria, à l'ouest d'Alger, dans un cimetière des inscriptions annonçant "la mort définitive du FLN" et de sa devise qu'arbore en première page son organe officiel *EL-Moudjahid* - "La Révolution par le peuple et pour le peuple." Et d'autres proclamaient qu'il n'y aura désormais "ni charte ni constitution" car "Dieu et le Prophète ont dit: vive le FIS. Le FIS est le héros"<sup>36</sup>.

Naturellement, le FIS s'est à maintes reprises dissocié par la voix de son chef de file de tels actes de violence, en stigmatisant les procédés de ceux qui se montrent "prompts à ordonner le bien et à interdire le mal, sans respecter les méthodes légales (islamiques) dans ce domaine"<sup>37</sup>.

Mais il n'empêche que le FIS est marqué dès sa naissance par une tare, ou plutôt par un handicap majeur : l'absence d'une vision politique cohérente qui aurait pu cimenter et orienter de

<sup>34</sup> Lettre signée au nom d' "Un groupe de la Wilaya de Bechar" et publiée in *Algérie-Actualité* n°1295 du 9-15 août 1990.

<sup>35</sup> *Op-cit. Voir supra*

<sup>36</sup> Cité par *El-Watan*, 3 novembre 1991.

<sup>37</sup> Communiqué signé par Abbassi Madani, d'après l'AFP, cité par *Le Monde*, 10 avril 1990.

façon opératoire, ordonnée et concertée, les différentes tendances et fractions qui le composent. D'où les débordements tous azimut, la spontanéité, l'enthousiasme et le triomphalisme qui orientent l'action de ses militants pour qui l'analyse, la compréhension et la transformation de leur société ne peuvent se faire qu'à la lumière du Coran, et la foi en Dieu. Aussi l'analyse politique et sociale de la société, les enjeux et les courants politiques qui la traversent, sont-ils relégués au profit d'une vision fraternelle, égalitaire et idyllique d'un islam-panacée. Hormis une poignée de leaders capables de s'élever au dessus de la réflexion empirique, le reste de la masse de militants demeure prisonnier d'une vision politique et sociale embrouillée par une conception religieuse si simpliste et étreinte qu'il est capable de tous les excès. Elle se ressent jusque dans "son programme" politique et économique. Mais ces faiblesses politiques, compensées d'ailleurs par des actions caritatives multiformes en direction des plus démunis, s'expliquent surtout par le caractère hétéroclite des tendances qui composent le Front.

## VI. LES DENOMINATIONS DE L'ISLAMISME POLITIQUE ET LES QUESTIONS D'ALLIANCE.

### A. -Le FIS

Les fractions qui ont travaillé en profondeur la société algérienne avant de se couler dans le moule du FIS après sa constitution en février 1989 sont *al-Jihād*, *al hijrâ wa al- takfir* et *al-da'wa wa al- tabligh*, auxquelles étaient respectivement affiliés, jusqu'à cette date, Abbassi Madani, le non voyant Hachemi Sahnouni et Mahfoudh Nahnah. D'autres fractions, comme les *talai's* (avant-gardes) et des *salafis* proches des Frères Musulmans avec lesquels flirtait Ali Benhadj avant de se convertir totalement, à la fin de 1989, à la doctrine d'Ibn Taymiyya, et les *jama'ates al salafiya al 'ilmiya* (mot à mot: les groupes de la salafiya scientifique), vont se joindre au FIS sans renoncer pour autant à leurs identités idéologiques respectives, exception faite de Sahnouni qui a renoncé à l'idéologie du *takfir* en 1991. La caractéristique commune de ces tendances est leur allégeance à des courants d'idées religieuses venues d'ailleurs (Pakistan, Egypte, Arabie Saoudite...). Ainsi Sahnouni et Ben Azzouz Zebda, un des membres fondateurs du FIS, se recommandent-ils de la doctrine *salafie* la plus conservatrice, telle en vigueur en Arabie Saoudite. A ces courants "exogènes" sont venus se joindre des courants activistes endogènes, auxquels le leader de Hamas, le cheikh Nahnah, a donné le nom d' *al Djézara* (algérienistes) en raison de l'attachement de ces derniers beaucoup plus aux sources du nationalisme local avec ses variantes religieuses qu'aux principes qui sont aux fondements de la *salafiya*. Baptisée dès sa création du nom de l'Association islamique pour l'édification civilisationnelle, la *Djézara* rejoint le FIS vers le mois de



juin 1990 et a pour représentants Abdelkader Hachani, titulaire d'un diplôme en pétrochimie, Rabah Kébir, et Mohammed Saïd, disciple du patriarche de l'islam algérien, cheikh Ahmed Sahnoun. Entre ces deux grandes tendances qui composent le FIS, les heurts à l'intérieur sont parfois violents ; ils sont déterminés tant par des considérations idéologiques que par des rivalités de personnes, celles-ci semblant l'emporter au loin sur les principes idéologiques (*madahibs*). Malgré les efforts déployés pour les contenir ou les dérober aux regards extérieures, les contradictions qui traversaient de part en part le FIS ont éclaté au grand jour lors du "Congrès de la fidélité" tenu à huis clos à Batna, le 26 juillet en 1991, pour soutenir les sept chefs de file du Parti emprisonnés ; exiger la lever de l'état de siège, et confirmer le maintien d'Abbassi en qualité de leader du FIS. C'est à l'occasion de ce congrès que dix sept membres du Majlis Echoura, entrés en opposition déclarée quelques jours plus tôt, en furent soit exclus<sup>38</sup> soit momentanément écartés de cette direction collégiale. C'est à la faveur également de cette rencontre mouvementée que, Mohamed Saïd, algérianiste, pourtant convaincu, apporta depuis sa cellule de prison son soutien à Abbassi Madani, cependant que Saïd Guechi, *salafiste*, dénonça au contraire la grève générale et la stratégie d'affrontement suivie le chef de file du FIS. Bien qu'il soit l'aîné de quinze ans de Benhadj, avec lequel il avait partagé la prison du temps de l'omnipotence du parti unique, Guechi en était l'élève et l'admirateur. Ces exemples montrent que les étiquettes que bien des militants et leaders se donnent ou reçoivent ne reflètent pas toujours avec la fidélité attendue les identifications ou les allégeances politiques proclamées. Autrement dit, les clivages entre militants et tendances ne coïncident pas avec des frontières idéologiques et politiques précises ; l'osmose entre les divers courants de "pensée" ne fait, quant à elle, qu'embrouiller ces lignes de démarcation. A l'image de "la classe politique" algérienne dont les membres se déterminent non pas en fonction de principes philosophiques ou de convictions intellectuelles (mots inexistant dans le lexique local), mais par rapport aux intérêts claniques, les islamistes agissent souvent par *affinités affectives*, et aussi selon le principe de profonde familiarité dont parle à juste titre Pierre Bourdieu<sup>39</sup>, qui, en l'occurrence, amène des personnes socialement et géographiquement proches à s'organiser en "clans" d'intérêts face à d'autres "clans" rivaux. Les mosquées que nous avons étudiées montrent que les atmosphères conviviales et les associations de personnes qui s'y réalisent sont plus dues à la proximité sociologique des individus (des laissés-pour-compte ou mécontents du système politique) et géographiques (résidents du même quartier) qu'à des facteurs purement idéologiques, bien que ceux-ci puissent se symboliser à travers l'expression de l'adversité et le dénigrement de l'Etat. C'est pourquoi le FIS doit être

<sup>38</sup> Ahmed Merrani et Bachir Fqih, mort d'un accident de la circulation en avril 1992 à l'hôpital militaire d'Ain Naaja, près d'Alger, et que d'aucuns soupçonnent de travailler pour les services spéciaux algériens; Hachemi Sahnouni, Ben Azouz Zebda, Mohamed Kerrar, Saïd Makloufi et Khamreddine Karabani, en raison de leur désaccord avec Abbassi et Benhadj lors de la grève générale décrétée par le FIS en mai et juin 1991.

<sup>39</sup> Cf. *La misère du monde* (sous la direction ...), Paris, Seuil, 1993, 950 p. Voir notamment p. 908 et ss.

considérer , au vu de l'expérience , comme le creuset dans lequel se fondent des volontés hétéroclites, qui n'ont de dénominateur commun que l'islam et le désir d'en finir avec une Algérie politique fondée sur l'arbitraire et les inégalités économiques.

*Salafistes* et algérianistes ne diffèrent donc pas fondamentalement , ces derniers n'ayant pas le monopole du nationalisme , même s'ils se recommandent plus de la pensée de Malek Bennabi que celle du cheikh Muhammed Abdelwahab . Réputé *salafi* , donc élevé au bon lait des valeurs exogènes , Abbassi Madani n'a jamais pourtant manquer l'occasion de protester de sa loyauté envers le nationalisme algérien . A ses interlocuteurs, il tenait toujours à rappeler son engagement dans le combat pour l'indépendance , sa qualité de membre fondateur avec vingt -et- une autres personnes , du Conseil Révolutionnaire Pour l'Unité et l'Action ( CRUA ), précurseur immédiat du FLN <sup>40</sup> . Il milita d'ailleurs au sein de ce dernier jusqu'à la fin des années soixante, date à laquelle il le quitta en raison de sa dérive "communiste". Ce qui différencie en revanche les deux courants dominants du FIS , c'est que la *djezara* a une lecture de l'islam beaucoup moins rigide que la tendance *salafie* qui , elle , s'attache à l'esprit et à la lettre du Coran et de la Sunna . Un autre trait ,et non des moindres, les distingue : la formation. Alors que les membres de la *djezara* sont bilingues et généralement de formation scientifique , ceux de la *salafiya* ont suivi un cursus arabophone soit en Algérie , soit en Orient , soit dans les pays de langue anglaise, comme Abbassi. Ils maîtrisent mal cette dernière , ce qui n'empêchent pas beaucoup d'entre eux de s'en vanter . C'est parmi eux que l'on trouve des militants plutôt anglophiles qu'anglophones vouant aux francophones et au "Parti de la France" une singulière hostilité. Ces clivages linguistiques, antérieures à la fondation du FIS , n'épargnent pas les tendances qui composent ce parti.

Modernistes et "francophones" sans l'avouer en raison du caractère ombrageux du nationalisme ambiant qui édicte à tout un chacun l'adoption d'une posture " fière " et digne d'un peuple indépendant , les militants de la *djezara* se révèlent beaucoup moins favorables que les *salafistes* à l'instauration d'une République islamique de type saoudien ou iranien. Leur modèle , plutôt suggéré que publiquement défendu , serait celui , mythique, d'une Algérie réconcilié avec son islam " authentique" d'antan qui lui a permis de s'affranchir du joug colonial . Mais cet islam qui aurait été sacrifier sur l'autel du "socialisme", pourrait désormais , sans reniement , passer des compromis avec la modernité et chercher " la science même en Chine"<sup>41</sup> . D'où s'explique la présence de bon nombre de militants formés dans des disciplines scientifiques au sein de cette tendance algérianiste qui n'a rejoint le FIS qu'en juin 1990 avant de s'en emparer un an plus tard. En effet , l'arrestation d'Abbassi et de Benhadj en juin 1991 fut l'occasion pour

<sup>40</sup> Cf. *Le Monde* ,15 juin 1990; *La Tribune d'Octobre* n°5, 15-31 mars 1989 , p. 3-11; CARLIER ( O ) " De l'islamisme à l'islamisme: la thérapie politico- religieuse du FIS" in *Cahiers d'études africaines* n° 126 , Paris , EHESS , 1992 , v. p.210 et ss.

<sup>41</sup> *Hâdith* attribué au Prophète et que l'on cite toutes les fois que l'on veut attester de "l'ouverture d'esprit" de l'islam y compris sur l'univers profane.

les algérienistes conduits par Abdelkader Hachani de prendre les commandes du parti , jusqu'alors aux mains des salafistes. Après le Congrès de Batna tenu en juillet , ce dernier avait placé ses proches au sein du Majlis Echoura , parmi lesquels Rabah Kébir , physicien , Hani Haddane , médecin ; Saïd Moulay, directeur de l'Institut de mathématiques à l'Université de Bab Ezzouar et Mohamed Boukabache , physicien et directeur de l'institut mécanique à Jijel , etc. Ce geste qui lui valut de se faire coopter à la tête d'un nouveau bureau exécutif provisoire, appelé à diriger le FIS en attendant la sortie de prison d'Abbassi , lui attira également les griefs des salafistes , lui reprochant de pratiquer le népotisme.

## B. -HAMAS

Le FIS n'est pas le seul mouvement religieux à caractère politique à prétendre à la restauration islamique , bien qu'il soit de loin le parti le plus populaire et le plus plébiscité de tous. Il rencontre devant lui des concurrents , timorés certes , mais qui n'en constituent pas moins des adversaires potentiels. HAMAS, acronyme , en arabe , du Mouvement de la société islamique ( *harakat al-mujtama' al islami* ) qu'il ne faut pas confondre avec son homonyme palestinien , en est de ceux-là . Fondé dans les années soixante par Mahfoudh Nahnah , qui s'est distingué par sa franche opposition à la politique de Houari Boumedienne, sous le nom de *Jam'iyyath al-Irshad wa al-Islâh* ( Association de l'Orientation et de la Réforme ) , ce mouvement est d'obédience Frères Musulmans , très proche de ceux d'Egypte . Il avait mené aussi bien dans les campus que dans les mosquées un intense travail de propagande contre "le socialisme" et les suppôts locaux de la culture française , les francophones et les "communistes" <sup>42</sup> . C'est grâce à cette association dont l'un des sièges principaux se trouvait dans l'enceinte de la Mosquée Chentli de Constantine que bien des islamistes du FIS doivent leur propédeutique , pourrait-on dire , d'islam fondamentaliste , tout comme cette dernière doit , à l'origine , son émergence et son implantation dans le sol local , aux filières orientales de l'Association transnationale des Frères Musulmans. En dépit du musellement de la presse et de l'opposition du temps de Boumedienne , Nahnah et quelques-uns de ses amis ont réussi à maintenir le cap en traversant , apparemment sans encombre , toutes les violentes bourrasques qui ont secoué l'Algérie depuis 1965. On s'enorgueille même d'avoir survécu à ce régime à poigne , qui pratiquait une certaine "forme de terrorisme. El Qiyam fut interdite en 1966 par Boumedienne qui voulait paraître plus nassérien que Ben Bella . Nous avons comme héritage la traditions des 'Ulémas et

44 " Face à l'édifice algérien bâti par la gauche influencée par Mao , Castro , Guevara , tous imprégnés de la Conférence de Bandoeng , nous tirons une première conclusion : "... s'opposer au parti unique et au socialisme. Travail secret , clandestin , sous la menace des milices FLN avant 1965 et de la Sécurité Militaire après le 19 juin (...) Grâce à l'indépendance , l'Université est devenue lieu d'où s'est répandue et élargie la mouvance islamique . Les réunions se tenaient à Alger et les idées rayonnaient sur tout le pays..." (Nahnah interview , in *Algérie- Actualité* n° 1339 du 13-19 juin 1991 )

les idées islamiques venues de l'Orient grâce à la coopération (enseignants). Et nous disions avec nos prédécesseurs, El-Hachemi Tidjani, Mesbah, Abdellatif et Bennabi : l'islam est la solution! (...) Nous avons semé et notre plante a grandi, mûri ; aujourd'hui, Hamas est un organisme vivant qui est en mesure de faire participer les Algériens à la prise de décision et à l'intérêt supérieur de la nation. Ce lien islam-nation n'est pas accidentel, car nous pensons que le nationalisme relève de l'islam. L'Algérie doit être au-dessus des présidents, des partis et des groupes. Mais il n'y aura pas de grand prestige sans l'islam " 43 .

Agrée en septembre 1989 en tant qu'Association, la *jam' iyath al -Irshād* revêt le nom de Hamas et se constitue en parti politique en décembre 1990, dépose sa demande d'agrément en mars 1991, qui fut acceptée le 29 avril suivant. De 1989 à la dissolution du FIS en mars 1992, Hamas se présente, dans le paysage de l'islam politique, comme le seul concurrent possible de ce dernier. Mais cette formation se trouve, à maints égards, handicapée par rapport au FIS : d'abord par son esprit conciliant à l'égard du pouvoir et en raison de ses accointances avec les mouvements d'obédience Frères Musulmans, plus enclins aux compromis avec les régimes aux yeux des militants du FIS, volontiers portés par la confrontation ; ensuite, par l'origine sociale de sa composante humaine : en effet, les militants de Hamas sont généralement issus de milieux relativement aisés et culturellement mieux lotis que leurs homologues du FIS. Cette situation, jointe à leurs pratiques axées plutôt sur la moralisation et la transformation de l'entourage immédiat que sur l'environnement social, les coupe des masses, et notamment des jeunes. Intellectualistes autant que panislamistes 44, les militants de HAMAS sont imprégnés de principes et animés d'une posture qui les apparentent aux gens du Tabligh pour qui la mission de chaque prédicateur consiste en ce principe : " Dire ton mot et passe"( *Qul kalimatek wa mur*) . Par ce "dire", il est sous-entendu que le prédicateur n'a d'autre visée que celle de transmettre avec fidélité et neutralité le message prophétique ( c'est le sens arabe, d'ailleurs, du mot *tabligh*= transmission ). Piétiste et légaliste, HAMAS cumule bien d'autres " tares" qui le rendent, aux yeux du FIS, sinon un ennemi juré de l'islam, du moins un traître à la cause commune 45. Anathématisé au même titre que les

43 Nahnah, in *Algérie-Actualité*, op.cit.

44 " Le mouvement pour la société islamique, HAMAS, est un mouvement qui a pu prendre tout ce qu'il y a de bien chez l'Association des Oulémas car nous nous sommes basés sur les idées de l'Association des Oulémas, comme nous nous sommes inspirés des idées des savants, penseurs et intellectuels musulmans dans le monde arabo-musulmans, dont le mouvement des Frères musulmans "( Nahnah, interview in *Algérie-Actualité* n° 1411 29 oct-4 nov. 1992 p.20 ).

45 C'est ce qu'il ressort en fait des discours des principaux dirigeants du FIS qui n'hésitent pas à brandir des menaces contre ceux qui s'opposent à leurs desseins politiques. Ainsi lors de la grève décrétée par le FIS en mai et juin 1991, Ali Benhadj avait multiplié les avertissements contre ceux qui tenteraient de se mettre en travers du chemin tracé par le FIS et de menacer HAMAS et ENNAHDA d'anéantissement s'ils ne cessaient de s'en prendre à son parti. (Cf. *El-Massa*, 4 mai 1991 ). C'est ce qui explique aussi que le leader de HAMAS a été condamné à mort par fatwa en 1992, renouvelée en 1993 par Rezki Hourmil, alias Ahmed Hourmil, ex-imam de la mosquée de Boumerdès et responsable de la direction du bureau exécutif du FIS, pour avoir accepté de dialoguer avec "la junte militaire" ( Voir Ahmed Rouadja " Guerre de l'ombre en Algérie" in *Croissance*, sept. 1993.

partis laïcs , HAMAS se voit reprocher , outre ses connivences avec le Haut Comité d'Etat ( HCE) , ses dispositions à avaliser les présupposés démocratiques d'un régime condamné à l'inanité "par la religion" autant que par l'Histoire. C'est pourquoi lors du premier congrès constitutif de HAMAS tenu le 29 mai 1991 à la Coupole du Complexe olympique du 5 juillet à Alger , la plupart des formations islamistes modérées et des personnalités politiques et religieuses ont répondu à l'appel <sup>46</sup> , sauf le FIS et Nahdha du cheikh Jaballah qui ont décliné l'invitation , mais pour des raisons différentes .

Si l'on met de côté les rivalités personnelles qui opposent les leaders des deux principales formations islamistes pour nous intéresser aux seuls aspects stratégiques de prise de pouvoir , nous aurons , *grosso modo* , deux motifs déterminants la mésentente FIS -HAMAS : la question démocratique et les modalités de conquêtes du pouvoir. Au contraire des dirigeants du FIS pour qui la démocratie est non seulement " kofr " ( impiété ) mais aussi une notion sémantiquement étrangère à l'esprit et aux textes tant profanes que sacrés de l'islam<sup>47</sup> , les leaders de HAMAS , tout en situant leur action dans le cadre des valeurs islamiques , acceptent de composer avec la démocratie et tout ce qu'elle implique comme " libertés individuelles , d'opinion , de pensée et d'action " . Autrement dit , HAMAS " exprime ses opinions dans le cadre des règles politiques et démocratiques " et plaide en faveur du dialogue et de la modération qui , seuls , permettraient " l'application par étapes de la solution islamique " <sup>48</sup> . C'est en quoi il se distingue encore du FIS qui , lui , préfère parvenir au pouvoir en empruntant des chemins de traverse , quitte à recourir , si besoin était , à certaines formes de violence physiques et symboliques , procédés que récusent catégoriquement aussi bien Nahdha que HAMAS . D'où la désolidarisation de ce dernier de la grève illimitée de juin 1991 , sous prétexte que cette pratique n'a pas été prévue par le Coran. " *Nous avons choisi le travail , en conformité avec les préceptes du Coran qui cite plus de trois cents fois le travail , alors que le mot grève n'existe que sous la formule de daraba ( frapper ) . C'est ce qui nous différencie du Front Islamique du Salut* " <sup>49</sup>. Partisan d'une opposition qu'il voudrait "positive" , Nahnah a inventé un néologisme qui lui permet de faire coexister islam et démocratie , sans que l'un des concepts antagoniques n'empiète sur "le droit" sacré de l'autre , puisqu'il y aurait dans cette osmose , une sorte de complémentarité agissante entre les deux principes , et qui se ferait dans le cadre constructif de l'islam . Ce néologisme est la *chouraqa*tiya , terme ambigu certes, mais qui a l'avantage de constituer un compromis

<sup>46</sup> Etaient présents en effet Abelhamid Mehri secrétaire général du FLN ; Benyoucef Benkhadda, président du parti de l'Umma ; Abdelaziz Belkaddam , alors président de la défunte Assemblée (APN ) ; Hamidi Khodja , leader du Part Social démocrate ( PSD ) ; le cheikh Azzab , chef spirituel des Ibadites ,et , enfin , les ambassadeurs d'Egypte ,d'Iran , de Syrie et de Palestine .

<sup>47</sup> "La démocratie , nous nous ne trouvons trace de ce mot ni dans les dictionnaires de la langue arabe , ni dans le livre de Dieu , ni dans la Sunna , ni chez aucun de nos grands auteurs" (Ali Benhadj , cité par Kamel Hamdi in *Différents ou différents ?* Alger ,Chihâb ,1991 , p. 77.

<sup>48</sup> Nahnah ,cité par *El-Moudjahid* ,30 mai 1991; voir également *El-Watan* 31 mai 1991.

<sup>49</sup> Mahfoud Nahnah , lors d'une conférence de presse convoquée au siège de son parti , le 19 juin 1991 , cité par *El-Watan* , 20 juin 1991.

entre la *schura* et la démocratie.<sup>50</sup> Mais compromis ne signifie pas acceptation de la démocratie au sens occidental censée établie en Algérie , mais seulement cohabitation temporaire en attendant son remplacement par les lois de l'islam. Or , la "*chouraqratiya*" que Nahnah présente comme " une alternative à la démocratie"<sup>51</sup> au sens occidental comporterait des pratiques et des règles similaires à celle -ci , sauf en ce qui concerne l'impiété qui serait au principe même des institutions occidentales. Dépouillée de ce péché mortel , la société algérienne pourrait avec la *chouraqratiya* retrouver la justice , l'équité et le bonheur perdus. Et HAMAS ne considère pas que la modernité de l'Algérie pour laquelle il s'activerait soit en contradiction avec la *schâri'a* islamique ni que la religion musulmane puisse être qualifiée de tyrannique : "La religion ne consiste pas à couper les têtes (...)elle est un acte de tolérance , de respect des droits de l'homme et des libertés individuelles et collectives".<sup>52</sup>

### C. NAHDHA

Cette organisation qui se situe dans la lignée de l' idéologie des Frères Musulmans sans être organiquement liée à eux , avait pris naissance d'abord dans les mosquées de Constantine , d'Annaba et de Skikda sous forme d'une association religieuse dirigée depuis le début des années quatre vingt par un prédicateur nommé Abdellah Jaballah , avant de se constituer en 1988 , juste après les émeutes , en un Mouvement de la Renaissance Islamique ( *Harakat al- Nahdha al -islamiya* ). Comme l'Association al-Islâh wa al -Irchad , devenu HAMAS , elle avait pris une part active dans le mouvement de construction des mosquées et dans la mobilisation des étudiants hostiles aux orientations de la politique des régimes qui ont succédé depuis l'indépendance. Comme HAMAS aussi , la Nahdha regroupe des intellectuels arabophones , beaucoup plus animés par des spéculations plus ou moins "savantes" sur l'islam et le projet de société islamique que par le désir de l'action , chère aux islamistes de base du FIS,qui s'avèrent mal structurés parce que en majorité mal informés d'islam duquel ils ne semblent retenir que les images ou les symboles rattachés à sa grandeur mythique et à sa légendaire " justice sociale". Né comme HAMAS en réaction à la très relative laïcisation de certaines conduites sociales et de modes de vie locales , la Nahdha se veut également le contrepont de cette influence "pernicieuse" de l'Occident que portent et propagent ses suppôts locaux. Mais contrairement au FIS qui peut recourir aussi bien à la légalité qu' à la violence pour parvenir au pouvoir , la Nahdha et Hamas privilégient plutôt la voie de la légalité , et ne désespèrent pas d'y arriver par une sorte d'alliance avec les autres mouvements d'inspiration islamiques , et notamment avec le FIS: "Nous croyons que l'alliance est nécessaire avec le FIS pour faire aboutir le

<sup>50</sup> Voir à ce propos interview de Nahnah in *El-Watan* , 20 juin 1991.

<sup>51</sup> Nahnah , cité par *El-Moudjahid* , 2 avril 1991.

<sup>52</sup> Nahnah , *ibid.*

projet islamiste; mais c'est le FIS qui la refuse"<sup>53</sup>. La refuse-t-il sous quel motif? Sous un prétexte quelque peu logogriphe que voici, argué par Abbassi Madani :

*" L' alliance islamique préconisée par cheikh Mahfoudh Nahnah vise à mettre en exergue un conflit , car nous ne considérons pas qu'il existe un Musulman qui hésite à donner à l'Islam la place qui est la sienne dans la société musulmane qu'est l'Algérie (...) Cet appel est en fait un appel à la division sous le slogan de l'unité ...L'Occident a mobilisé tous ses moyens et ses alliés pour faire échec à la vie islamique en Algérie(...) L'appel à l'alliance ne vise qu'à créer un différend au lieu de le dépasser. Car quand on parle d'alliance , on parle automatiquement de vente et d'achat .Combien as-tu de voix ,combien j'en ai etc. Cette démarche n'obéit pas à des règles islamiques et c'est pour cette raison que nous la rejetons"<sup>54</sup>.*

Mais ce rejet d'alliance n'empêche pas le FIS et ses leaders de vouloir phagocyter les autres tendances islamistes et de pratiquer de la même façon que le FLN de jadis le monopole politique et l'exclusion sociale. Volonté hégémonique qui se reflète de façon transparente dans les propos d' Abbassi Madani: *"Ces partis et ces associations sont en droit d'attendre du FIS une assistance pour qu'ils découvrent leurs contradictions et qu'ils s'en débarrassent afin d'atténuer la tension des luttes et renforcer l'efficacité de la complémentarité (...) Le différend qui nous oppose est un différend au niveau de la prise de conscience politique au sujet de certaines questions"<sup>55</sup>*

### LE FIS ET SON PROJET DE SOCIÉTÉ

Pour le FIS, le Coran, parole de Dieu, tient lieu de constitution. C'est pourquoi il s'est dispensé jusqu'ici d'élaborer des théories politiques ou des lois économiques, dès lors que celles-ci sont fixées de façon immuables dans Le Livre. La seule " élaboration " doctrinale , pour autant que ce mot ait un sens , qui ait été réalisé par les islamistes après les émeutes d'octobre 1988 , prélude à leur reconnaissance officielle , se trouve consignée dans un opuscule rédigé en février- mars 1989 par *Majlis al-chura* (Conseil consultatif ), instance suprême du parti <sup>56</sup> . Bien qu'il soit dépourvu d'originalité, ce texte permet néanmoins de cerner les véritables contours idéologiques, et peut-être

<sup>53</sup> Nahnah, cité par *El-Watan*, 20 juin 1991.

<sup>54</sup> Abbassi Madani, lors d'un meeting tenu le 4 juin 1990 au stade du 5 Juillet à Alger, cité par Hamdi (K), *op.cit.* p.95.

<sup>55</sup> Cité par *Le Soir* 27-28 octobre 1990.

<sup>56</sup> Ce texte de quarante neuf pages, à la structure éclatée et aux thèmes désordonnés, a été rédigé par Abbassi Madani, Ali Benhadj, Saïd Guechi, Kamel Guennaz et Karrar, selon Ahmed Merani, leur ancien compagnon, passé sous la protection du gouvernement de Sid Ahmed Ghozali en juin 1991, après que Merrani eut désavoué la politique suivie par Abbassi ... (entretien de l'auteur avec Merrani, Paris, 21 et 22 mai 1993).

même psychologiques, de l'approche islamiste des problèmes de la vie sociale et politique de la vie moderne. Avant d'aller à l'essentiel, deux remarques s'imposent: la première concerne le style de la langue utilisée, et la seconde, la nature de son contenu. L'arabe qu'utilisent les auteurs est archaïque, c'est-à-dire qu'il se présente comme un composé tiré du Coran, de la poésie arabe ancienne et du repère logomachique du FLN. La grandiloquence et la redondance y occupent donc une part importante; pour ce qui concerne le contenu, on y trouve pêle-mêle l'islam, le nationalisme algérien et l'arabisme eux-mêmes coulés dans le concept *ummiste*. Celle-ci est exaltée, glorifiée. C'est "la nation la plus sublime". L'islam n'est-il pas la meilleure des religions qui ait été proposée aux hommes? Autrement dit: " *kuntum kheir umma akhrajat li-annassi* ", dit le Coran en s'adressant à ceux qui ont épousé l'islam. Ce dire coranique, qui orne la plupart des couvertures des brochures et des livres islamistes, y compris les ouvrages de Abbassi Madani, est repris dans *Machru' al-barnamij al-siassieu li-al-jabhâh al-islamiyah li-al inqadh* (Projet du programme politique du Front islamique du salut)<sup>57</sup>. Celui-ci apparaît en maints endroits bien plus comme une apologie de l'islam assortie d'une vanité nationale ("le génie de la nation algérienne", ce peuple algérien "ambitieux et génial", cette nation "sublime et raffinée" ou qui aurait pu l'être s'il n'y avait "le colonialisme français" et ses "relais" qui ont marginalisés son élite...) qu'une analyse politique et sociologique digne d'un parti appelé aux commandes de l'Etat pour gérer de façon efficace les problèmes politiques, économiques et sociaux... Pour ce qui concerne l'apologie de l'islam, qui alterne souvent avec la phraséologie nationaliste empruntée en partie au FLN, en partie au vocabulaire pétrifié de la langue arabe classique dans laquelle la prose avec ses expressions imagées, paraboliques, avec sa préciosité du langage se donne libre cours au détriment du sens, elle se manifeste de la façon la plus nette au travers le Projet en question. Bourré de citations coraniques et de *hâdiths*, il invite les lecteurs à méditer sur ce passage coranique, s'ils ne veulent pas être les perdants dans l'au-delà: "Le Coran a dit: 'la religion aux yeux d'Allah est l'Islam et celui qui lui en adopte une autre ne recevra pas Son Agrément, et comptera, au Jugement Dernier, parmi les perdants'"<sup>58</sup>, c'est-à-dire parmi les Infidèle promis aux enfers. Dans sa présentation du FIS intitulée *muwassifat al-jabhah al-islamiya li-al inqadh* (caractéristiques du Front islamique du Salut), les rédacteurs du Projet dressent le portrait et dessinent les tâches que s'est assignées leur mouvement en six points, que l'on peut résumer de façon qui suit:

- le FIS oeuvre pour "l'unité des rangs islamiques" et la cohésion de la *umma*, conformément aux dires du Très-Haut "Celle-ci est votre communauté Une et indivisible, et Je suis votre créateur :

<sup>57</sup> Edité par WFT (initiales arabes), Biskra (Algérie), sans date. Sur la couverture de cette brochure, on y voit un cercle (image du globe?) dessiné en vert, couleur de l'islam. Au milieu, le Coran ouvert. Au dessus, au sommet du cercle, s'étale le verset coranique relatif à la prééminence de l'*umma*, repris et commenté par ledit *Projet* (cf. p. 6); à la base de ce cercle, les initiales du FIS en toutes lettres.

<sup>58</sup> *Op.cit.* P. 6 et 17.s Plutôt que le sens littéral, nous y avons privilégié la traduction du contenu.



adorez moi !" ( *inna hadhi umatikum umma wahida wa anna rabukum fa 'abiduni* )<sup>59</sup>;

- le FIS se pose comme " substitut global et général à tous les problèmes idéologiques politiques , économiques et sociaux dans le cadre de l'Islam , conformément aux recommandations du Coran et de la Sunna en tenant compte des conditions psychologiques , sociologiques , géographiques naturelles et civilisationnelle , telles qu'elles sont déterminées dans le temps avec toutes ses dimensions psychologiques et civilisationnelle " ( sic , pour le " temps " réduit ou identifié ici à la condition humaine ).

-le FIS a fait sienne une approche politique modérée , du " juste milieu " , comme le stipule le Coran qui dit : " Nous avons fait de vous la communauté du juste milieu " .

- le FIS se distingue par une démarche axée sur la qualité de l'action sociale , et sur " l'emploi des efforts et des volontés collectives de l'Umma , afin qu'elle puisse se débarrasser des tendances négatives que sont l'égoïsme , les ambitions personnelles , l'improvisation ... " . Suivent des citations coraniques sur l'indispensable " solidarité " entre les musulmans pour le meilleur et pour le pire...

-le FIS s'est assigné , entre autres tâches , de promouvoir " l'esprit d'initiative et de faire appel à toutes les intelligences , à tous les génies , et à toutes les bonnes volontés en vue de la construction politique , économique , sociale , culturelle et civilisationnelle " de la nation ...

-le FIS se donne pour mission de veiller à la sauvegarde ( *inqadh* ) " du message historique et civilisationnel global ( ... ) reçu par L'Envoyé d'Allah , Muhammad , sauveur de l'humanité ... " , acte d'autant plus salubre que Dieu a confirmé en ces termes dans Son Livre : " Vous étiez au bord de l'enfer , et je vous en ai sauvés " .<sup>60</sup>

C'est dans la première partie du Projet que les rédacteurs révèlent les grandes lignes de leur stratégie politique . D'emblée , ils annoncent la couleur : c'est *la shâri ' â* . Son application se fonde sur les données de la révélation et sur l'histoire et la spécificité du peuple algérien . En effet , " Le peuple algérien est un peuple musulman , de vieille civilisation , attaché à sa mémoire historique et civilisationnelle . Qui plus est , l'Islam constitue pour lui le credo religieux et le cadre idéologiquement structurant en vue de l'action politique dans tous les domaines de la vie ( ... ) L'Islam constitue une alternative valable , un projet politique susceptible de résorber la crise sociale... " <sup>61</sup> .

---

<sup>59</sup> *Op.cit.* , p. 11.

<sup>60</sup> *Op.cit.* , pp. 11-12.

<sup>61</sup> *Op.cit.* , p.17.

## A.- LA POLITIQUE INTÉRIEURE

Celle-ci se résout, dans la logique du FIS en "une politique de la *shâri'â* consistant en une maîtrise de la gestion et en coordination qualitative dans la prévision (...) Il cherchera à développer le dialogue ( avec les partenaires sociaux ) en vue d'atteindre la vérité ( ... ) et la justice . Il optera pour une position médiane , dans le domaine politique , c'est-à-dire une position modérée , grâce au procédé de la franchise et de la bonne foi , car le Front est plutôt fondé sur la persuasion que sur l'oppression ". Suivent de longues citations coraniques destinées à étayer ces propos et qui semblent en même temps vouloir rassurer ceux qui pourraient avoir des inquiétudes ou nourrir de la méfiance envers la République islamique projetée . Mais la main tendue aux partenaires politiques et sociaux , et la position "du juste milieu" dont le Front se targue , ne l'empêcheront pas de sévir éventuellement contre les oppresseurs ou , à défaut , d'en limiter " le monopole " politique et économique. Pour "dépasser les contradictions politiques des idéologies importées" le programme du FIS a adopté pour la *chura* qui, seule, permettrait d' " éliminer l'oppression , le monopole politique , économique et social et fera par conséquent, du principe de l'égalité l'un de ses axes principaux d'action , parallèlement à une politique visant à lever les entraves aux libertés publiques ( ... ) En d'autres mots , il contribuera à multiplier les occasions propices et les domaines d'action dans lesquels les volontés, le génie créateur de de l'*umma* puissent s'y déployer ..." Les mérites et les capacités seraient non seulement reconnus ou exaltés , mais trouveraient à s'employer utilement . Les compétences seraient reconnues et employées à bon escient . L'arbitraire et les privations seraient liquidés , tandis qu'une Cour des Comptes serait mise en place pour contrôler les administrations publiques et les entreprises . Parallèlement ,un contrôle des marchés serait mis en place sur le modèle de la *hissbâ* islamique. Pour y parvenir , le FIS envisage en second lieu de " : mettre toute la législature actuelle sous le contrôle de la *shâri'â* " conformément au verset coranique selon lequel Dieu n'admettrait pas de lois concurrentes aux siennes 62 . La *chura* sera l'un des concepts clés duquel découlera toute la réglementation économique de la société,et surtout un des correctifs des distorsions qu'ont engendré "le socialisme" et son monopole au niveau de la production , de la distribution et de l'offre et de la demande. Le projet prévoit l'abolition du monopole étatique , l'usure , les intermédiaires auxquels seront substitués les initiatives privées et le jeu de la concurrence , "facteurs d'abondance" .63

---

62 Tous les passages traduits et cités se trouvent en pages 18 et 19 du texte arabe, *op .cit.*

63 "Il faut fixer des paramètres... pour limiter l'intervention de l'Etat dans la propriété industrielle et protéger le secteur privé". Le projet prévoit la création de banques islamiques ,de caisses de crédit , et d'épargne "où toute forme d'usure sera bannie"( Cité par Algérie-Actualité- " Enjeux d'un programme"-, n°1264 du 4-10 janvier 1990.

Il promet également de corriger les déséquilibres engendrés dans les divers secteurs de production tout en les rendant , au contraire des politiques précédentes, plutôt solidaires que liés par des relations inégalitaires , comme cela est le cas à présent entre l'industrie et l'agriculture ; de rétablir l'équilibre entre les exportations et les importations , puis, entre la production et la consommation; de réduire de façon drastique le surendettement ; de résorber le chômage par la création de petites et moyennes entreprises ; de construire des logements sociaux , et de rétablir enfin la justice sociale islamique dans ses droits<sup>64</sup>. Entre autres objectifs visés par le projet , c'est la rupture avec la double dépendance , économique et culturelle , qui lierait l'Algérie à l'Occident , suivie subséquemment par la levée du système d'étouffement des libertés et des initiatives individuelles et collectives mis en place par l'ancien ordre des choses<sup>65</sup> . En conclusion, la doctrine économique du FIS sera fondée sur : *"la recherche de l'équilibre entre les besoins de la consommation et les conditions de production , sur la nécessaire complémentarité entre qualité et quantité en rapport avec la croissance démographique et l'évolution civilisationnelle"*<sup>66</sup>

## B.-LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

Sur quarante-neuf pages au total , le projet politique du FIS ne consacre que seize lignes à la politique qu'il entend mener à l'égard de l'extérieure. Telle qu'elle ressort de ce projet , la politique étrangère sera conduite ,de la même façon que la politique intérieure , en référence aux lois fondamentales de la *schâri'* à islamique. Outre le fait qu'elle veillera à la position et "au rang" occupés jusqu'alors par l'Algérie sur la scène internationale , la politique étrangère du FIS sera basée sur la "modération" et l'équité , quant aux règlements des problèmes internationaux. L'Algérie , régie par la *schâri'â* islamique viendrait , dans la mesure de ses possibilités , en aide à toute nation se trouvant dans le besoin; elle contribuerait à la stabilité et à la paix dans le monde selon les principes que lui inspire l'islam.

Compte tenu du poids " du credo islamique dans le monde et de son rôle de moteur "des plus puissants de la conscience humaine ", mais aussi en tant que meilleur message que "le ciel ait envoyé" pour la première fois à l'humanité pour qu'elle suive la voie de la raison , le FIS ne saurait , compte tenu de tout cet héritage " incomparable", appliquer autre politique , vis-à-vis de l'extérieur , que celle contenue dans le Coran et la Sunna , qui auraient prévu, entre autres dispositions , la protection des droits de l'homme . Fidèle à cet esprit d'équité (" de juste milieu" ) contenu dans le corpus , le FIS fera sien en matière de politique intérieure et extérieure le droit musulman qui stigmatiserait la ségrégation raciale , les

<sup>64</sup> Cf. pp. 21,25 , et 26 du Projet.

<sup>65</sup> Cf. p.21 , *op.cit*

<sup>66</sup> Cité par *La Tribune d'Octobre* n° 11 du 25 juillet 1989 et par *Algérie-Actualité* " Enjeux d'un ...", *op.cit*.

tortures , et les pratiques propres à étouffer les libertés d'expression de l'homme<sup>67</sup> .

Pourquoi ce projet se montre-t-il prolix sur certaines questions ( la morale , la culture ... ) et peu disert sur d'autres ( les alliances locales , régionales et internationales , le sort qui sera réservé aux oppositions dans un Etat islamique, et surtout la nature élective qui sera adoptée ... ) ? C'est que,

*"Le FIS ne peut dévoiler dans l'état actuel des choses la nature des actions qu'il entend mettre en oeuvre dans ce cas de figure. Vous saurez tout, le moment venu(...)Le changement que nous prônons doit être total et les réformes doivent affecter l'ensemble de la vie politique, économique , sociale et morale. Le FIS entend pratiquer une politique d'envergure qui s'inspire des principes et de la philosophie de l'islam. Il en a les moyens"*<sup>68</sup>

Faute d'en savoir plus , contentons-nous des seules intentions "dévoilées" , notamment en matière de solidarité islamique. A ce propos , le FIS n' jamais failli à ses " devoirs" envers ses frères de religion , même si les gestes qui les ont accompagné ont été empreint d'ambiguïtés , et parfois de confusion. Déjà au temps de la clandestinité , les groupes islamistes dont il sera issu apportaient leur soutien aux combattants Palestiniens et surtout Afghans<sup>69</sup> . Durant la décennie écoulée , les prêches "sauvages"( non contrôlés par l'Etat) prononcés dans les mosquées faisaient largement échos des "souffrances et de l'oppression" subies par bon nombre de nations islamiques à travers le monde , ainsi que des silences complices des Etats musulmans qui assistaient sans broncher " aux massacres de leurs frères". La question palestinienne et les défaites des armées arabes face à l'armée de l'Etat hébreux ont toujours été montée en épingle dans le but de délégitimer les Etats aux yeux du peuple, déjà profondément affecté dans "sa dignité et dans son honneur par une poignée de Juifs".

## 1.- La Palestine

---

<sup>67</sup> Cf. Projet , *op. cit.*, pp.48-49.

<sup>68</sup> Abbassi Madani , interview *in La Tribune d'Octobre* n° 18 , 16 février 1990 , p.42.

<sup>69</sup> Trois mille environ de ces groupes , politiquement mal structurés , issus de milieux sociologiquement mal défini également , qui gravitaient autour des mosquées étaient aller combattre , via l'Arabie Saoudite et les émirats arabes , aux côtés des Moudjahidines , le chefe de file de "l'athéisme international", entre 1979 et 1987. Pourquoi y a t-il eu plus de volontaires du *jihād* en Afghanistan qu'en Palestine? Réponse immuable , devenue un quasi-code de conduite , des vétérans de cette guerre : " toutes les voies mènent en Afghanistan , sauf en Palestine, qui reste hermétiquement fermée aux combattants du *jihād*. Les Juifs d'un côté , les Arabes de l'autre , veillent au grain. D'abord L'Afghanistan , ensuite la Palestine..." .

C'est en jouant sur ces sentiments d'honneur blessé et de droits usurpés auxquels s'ajoutent d'autres motivations internes que les islamistes ont toujours réussi à mobiliser sous la bannière et le sabre<sup>70</sup> de l'islam les couches déshérités de la société. Cette mobilisation des sentiments et des émotions des masses au service de la cause "islamique" a été tenté, non sans quelques succès, par le FIS, durant la guerre du Golfe où le sentiment nationaliste de la base de ce dernier semble l'avoir largement emporté sur les considérations strictement religieuses du *jihād*. En effet, c'est sous le signe de "soutien à la troisième année de l'Intifadah" qu'est organisé le 6 décembre 1990, donc au plus fort de la crise du Golfe, un rassemblement de quatre vingt mille personnes (source islamiste) au stade du 5 Juillet à Alger, scandant uniment le "ferme soutien par tous les moyens de l'Algérie musulmane à sa soeur la Palestine combattante"<sup>71</sup>. Ce meeting qui fut l'occasion de jumelage d'Alger avec la ville sainte de Jérusalem occupée (al-Qods al-muhtallah), était ponctué de slogans et de cris de *jihād*. Face à l'insatiable soif des milliers de jeunes de mourir sur le sentier de Dieu, Kamel Guemmazi, un des imams de la fameuse mosquée al-Sunna de Bab El-Oued, puis de celle de la Taqwa, située dans le même arrondissement, puis, président de l'éphémère Conseil Populaire de la Ville d'Alger (CUVA), monta à la tribune et annonce que des "registres seront ouverts à partir de ce vendredi 7 décembre au siège de la mairie d'Alger-ville pour l'inscription de ceux qui veulent partir au djihād pour libérer El-Qods Echarif. Le premier à se porter volontaire, fut notre frère en islam Ali Benhadj". Et de conclure qu'Alger confiée aux bons soins du FIS, plutôt que de recevoir des "chanteurs et des danseuses" qu'elle payerait en devises fortes, elle a préféré être "l'hôte d'illustres invités, comme le cheikh Tamimi et cheikh Ahmed El-Kettan"<sup>72</sup>. Ces derniers furent vivement applaudis par la foule qui vit en eux l'incarnation fidèle de l'islam intransigeant quant aux principes qui le fondent. Le cheikh Ass'ad Biyyudh al-Tamimi était l'un des *khâtib* de la mosquée al-Aqsa de Jérusalem avant son occupation en 1967 par les Israéliens et le fondateur du groupuscule extrémiste palestinien, le Jihād islamique beit al-muqades<sup>73</sup>, proche des Frères Musulmans; il avait prédit à cette occasion au président Hosni Mubarak un destin identique à celui de son prédécesseur; l'assistance l'avait frénétiquement applaudi et le stade retentit de cris d'Allah Akbar quand le cheikh annonça sur un ton prophétique que "l'élimination de l'Etat d'Israël est une obligation coranique"<sup>74</sup>. Quant au second "illustre invité", à savoir El-Kettan, il n'est rien d'autre que le frère du "grand martyr, Khaled Al-Istambouli, le vaillant

<sup>70</sup> Voir à ce propos l'excellente analyse comparative effectuée par Rémy LEVEAU in *Le Sabre et le Turban*, Paris, éd. François Bourin, 1993, p. 149 et ss.

<sup>71</sup> El-Mounqid n° 37 (version arabe) 12 décembre 1990.

<sup>72</sup> *Op.cit.*, p. 15.

<sup>73</sup> A son propos, on pourra se reporter à l'article d'Alain Gresch in *Le Monde Diplomatique*, p. 8, juillet 1990. Quant à son leader, il naquit selon *El-Mounqid* dans le village palestinien al-khatil en 1924, et sera l'un des élèves de l'université d'Al-Azhar d'où il sortit titulaire d'un diplôme de droit musulman (al-kadha al-schâr). Fut emprisonné plusieurs fois par "l'ennemi juif" avant de fonder en 1980 le Jihād islamique. (cf. p. 5).

<sup>74</sup> *Op.cit.*; p.5.

meurtrier du plus grand valet des Juifs: Sadate "( dans le texte arabe: *al-batl al-châhid al-Istambouli qatilu al- Sadate : akbar 'amil li-liahud* " <sup>75</sup> . Succédèrent à ces invités les leaders des islamistes algériens. Premier à prendre la parole: le chef de la ligue de la da'wa , le cheikh Sahnoun , alors âgé de 85 ans. Il dit en substance : " La Palestine exige de vous des actions, non des paroles; la guerre sainte , non la paix ". Et Abbassi Madani de promettre que , une fois l'Etat islamique instauré en Algérie, celle-ci s'engagerait à lutter pour la libération de Jérusalem et de la Palestine. Quant à Ali Benhadj en qui résident un mélange de violence et de romantisme , déclarait que la Palestine "n'avait pas besoin de verbe , ni de poésie , mais de notre sang ..." avant de pleurer à chaudes larmes la Palestine et ses martyrs , imité aussitôt par quelques journalistes non moins romantiques. <sup>76</sup> Revenu de ses émotions , il se proposa d'inscrire le premier son nom sur la liste des volontaires en partance pour le *jihâd* en Palestine. Proposition approuvée par Mohamed Saïd qui appela tous les musulmans à dénoncer le caractère dépendant de leurs régimes respectifs vis -à vis de l'Occident , ce qui les aurait rendus incapables de reconquérir la Palestine.

## 2.- La guerre du Golfe.

Celle-ci a été un autre révélateur d'anticipation sur ce qu'aurait pu être la politique étrangère d'un FIS au pouvoir. Le soutien à l'Iraq était quasi-unanime , bien que marqué d'hésitations et d'ambiguïtés. Il procédait du sentiment nationaliste et du code de l' "honneur", chère à la population locale aux yeux de laquelle Saddam Hussein est un authentique patriote , par rapport aux Saoudiens et au Koweïtiens "vendus aux Américains". Saddam défendrait la dignité des Arabes face à l'Occident " arrogant et dominateur", releverait les défis israéliens , contribuerait à la libération de la Palestine et effacerait les hontes bues et les défaites subies par les Arabes depuis 1948. C'est dire qu' aucun régime politique , quelle qu'en soit la couleur , ne peut faire fi des sentiments nationalistes du peuple. Et les islamistes eux -mêmes , pour anti-laïcs qu'ils soient , n'en avaient pas moins choisi finalement le camp de Saddam dont ils n'étaient pourtant pas dupes de sa soudaine réintégration au "bercaïl" islamique. En effet , les dirigeants du FIS dont les points de vue sur cette question n'étaient pas totalement accordés , étaient obligés néanmoins de tenir compte de l'attente de la base qui, elle, se rangeait sans hésitation aux côtés de l'Iraq , contre " les Américains et leurs valets Arabes". Et comme " Le FIS n'est pas un parti classique ( mais ) ... un Front qui rassemble plusieurs

<sup>75</sup> *El-Mounqid* , op.cit., p.6

<sup>76</sup> Op. cit., p. 4. Soit dit en passant que l'immatunité politique de la plupart des dirigeants du FIS procède précisément d'une vision trop sentimentale de la société et des rapports qui la régissent. Ali Benhadj qui n'en est pas à ses premières larmes , témoigne lui-même de cette coexistence paradoxale , chez les islamistes, entre la politique avec tout qu'elle suppose de machiavélisme et de froideur , et le lyrisme. Enfin Benhadj que nous avons observé à maintes reprises pleurer en mosquée en évoquant les morts d'octobre 88 ou les misères vécues par les enfants de *chouhadas* après l'indépendance , a toujours fait montre de cet trait d' " enfant en politique" selon l'expression d'Ahmed Merrani.

tendances " dans lesquelles " chaque orateur à sa propre personnalité et ses penchants"<sup>77</sup>, il en est résulté des prises de positions plus ou moins tranchées à propos de ce conflit chez les dirigeants. Pour Mohamed Saïd l' "intervention" de l'armée irakienne au Koweït n'était rien moins que le prolongement de la lutte menée par le peuple Palestinien contre l'occupation israélienne. Implicitement, bien des dirigeants du FIS étaient bel et bien favorable à l'occupation du Koweït par l'Iraq, et leur point de vue coïncidait à cet égard avec celui d'El Kettan, le frère de l'assassin de Sadate, qui considérait que le retrait des forces étrangères ne devait pas être conditionner par l'évacuation de l'armée irakienne du Koweït. Plus paradoxale était en effet la position de l'imam Ali Benhadj qui, tout en vouant aux gémonies les laïcs, s'était empressé de s'inscrire sur les listes de volontaires pour secourir Saddam le ba'thiste avant d'endosser le treillis militaire et de conduire, le 18 janvier 1991, une manifestation devant le ministère de la Défense, dénonçant la passivité de l'armée et réclamant l'ouverture des camps d'entraînement<sup>78</sup>. Celle d'Abbassi Madani ne l'était pas moins. Lui, qui avait toujours entretenu des relations ambiguës avec l'Arabie Saoudite, s'était montré à cette occasion plutôt favorable à l'Iraq. A la question de savoir si les islamistes du Soudan, du Maroc, de la Tunisie et de l'Algérie ne sont pas en contradiction avec leurs propres principes en soutenant Saddam Hussein le laïc, Abbassi Madani répond tout bonnement qu' "il n'y a pas de contradiction à soutenir Saddam Hussein l'Arabe, le musulman, contre les Américains. La contradiction est vécue par les pays arabes qui ont envoyé des troupes se battre aux côtés des Etats-Unis. Les militaires égyptiens, syriens, marocains, avec les armées américaines et occidentales, voilà la contradiction." Quant à ceux qui ont condamné ses actes par fatwas, comme le mufti El Tantaoui et le cheikh al-Charaoui, ils ne représenteraient qu'eux-mêmes. Car ils sont tout simplement "proches de la retraite, habitués à soutenir le pouvoir et les gouvernements". *"Notre position est claire (...) Elle se résume ainsi : le fond du problème est que les Etats-Unis sont apparus sous un visage arrogant et colonisateur (...). L'Irak n'a jamais eu l'intention d'agresser l'Arabie Saoudite, parce que le litige avec le Koweït n'est pas nouveau (...) La crise est donc arabo-koweïtienne. Bien que porte parole du FIS, je ne justifie nullement l'envahissement du Koweït par l'Irak, et je ne le soutiens pas ... Il est inadmissible que l'Irak annexe ce pays militairement par la force" (sic pour le pléonasmе)*. Mais cette condamnation ne devrait pas faire oublier toutefois que "L'Arabie Saoudite est dirigée par une famille royale ... qui a marginalisé le peuple. C'est un pouvoir coupé du peuple, qui a besoin, quand c'est le cas, de l'aide étrangère"<sup>79</sup>

<sup>77</sup> Abbassi Madani, interview, in *Algérie-Actualité* n° 1298 du 30 août au 5 sept. 1990.

<sup>78</sup> A propos de l'attitude de l'armée face aux défis des islamistes pendant le conflit et les attitudes ambiguës qui ont caractérisé les deux protagonistes, on pourra se reporter à l'ouvrage de Rémy LEVEAU, *Le Sabre ... op. cit.*, p.144 et ss.

<sup>79</sup> Citations d'Abbassi tirées de son interview, *Algérie-Actualité*, op.cit.

## V.-La STRATÉGIE DU FIS DE 1990 À 1992.

### A. Tactique de la cohabitation.

De mars 1989 aux élections législatives de décembre 1992 dont il était sorti vainqueur, le FIS avait alterné le chaud et le froid: tantôt il fait montre de modération, tantôt de menace voilée contre ceux qui tenteraient de le priver de ses libertés chèrement acquises<sup>80</sup>. De janvier 1990 à la fin mai de la même année, le FIS semblait faire pattes de velours, et ménageait plus qu'il ne heurtait les susceptibilités du régime. Le premier leader d'opposition à avoir été reçu à la demande du président, après la promulgation de la loi sur le multipartisme n'était-il pas Madani ?<sup>81</sup>. Au sortir de l'entretien avec le chef de l'Etat, il déclarait jovialement que " l'étape actuelle est celle du dialogue, et notre rencontre d'aujourd'hui est un premier pas dans cette voie"<sup>82</sup>. Et Madani d'ajouter que cette rencontre " ouvre de nouvelles perspectives et montre le niveau de la maturité politique atteint par l'Algérie"<sup>83</sup>. Dans leur entretien, les deux hommes avaient évoqué le problème des élections municipales et provinciales, sur le bon déroulement desquelles le président avait donné des assurances au leader du FIS. Entretien qui avait été jugé utile par Chadli pour " clarifier l'avenir". Quant à Hamrouche, il n'était pas seulement favorable au dialogue avec le FIS qu'il créditait d'environ 30% des voix seulement aux élections municipales du 12 juin 1990, mais il encourageait, en sous main, le président à composer avec lui dans l'hypothèse d'une victoire de ce parti, plus importante que prévue. En dépit des pressions que le chef de l'Etat et son premier ministre subissaient de l'intérieur du sérail et de l'extérieur, surtout de la part de la Tunisie et du Maroc qui craignaient "la contagion"<sup>84</sup>, les deux hommes semblaient décidés à aller jusqu'au bout de leur logique :

<sup>80</sup> " Ceux qui nous diront qu'ils vont devoir nous priver de liberté sous prétexte qu'on ne la mérite pas seront les maux venus. La liberté ne s'octroie pas, elle ne s'ôte pas non plus. Avis à ceux qui seraient tentés par l'aventurisme" ( Abbassi Madani, in *La Tribune* Octobre n° 18, fév. 1990, *op.cit.*

<sup>81</sup> Reçu à la présidence de la République le 8 janvier au matin; dans l'après midi, ce fut le tour de Adjérid, leader du Parti Social Démocrate; le 9 Ait Ahmed Front des Forces Socialistes (FFS), et le 10 Sadeck Hadjeres et Saïd Saadi, respectivement leader du Parti d'Avant -garde Socialiste (PAGS) et du Rassemblement pour la Culture et la Démocratie en Algérie (RCD).

<sup>82</sup> Cité par *Algérie-Actualité* n° 1339 13-19 juin 1991.

<sup>83</sup> AFP, cité par *Le Monde*, 10 janvier 1990.

<sup>84</sup> Lors d'une rencontre avec la presse française en janvier 1990, Hamrouche avait fait clairement savoir qu'il n'était pas question d'entraver le FIS, même si "tout le monde nous demande de déclarer la guerre aux fondamentalistes" ( cité par *le Monde* 25 janvier )



maintenir le contact et le dialogue avec le parti islamiste en attendant que fussent réunies les conditions permettant à Chadli de s'assurer "un quatrième mandat au prix, le cas échéant, d'un compromis passé sur le dos des militaires"<sup>85</sup> Pour y parvenir, il fallait non seulement maintenir à tout prix le contact avec les islamistes ; il fallait aussi les amadouer par une politique de ménagement et de concessions religieuses, politiques, culturelle avouées et inavouées <sup>86</sup>. Ce que l'on cherchait derrière ces concessions, c'était d'aplanir le terrain pour que fût formée "une majorité présidentielle" reconduite par Chadli et son équipe, et ceci grâce à l'éparpillement et à la division des partis, dont la prolifération paraissait plus que suspecte aux yeux "des vrais démocrates", qui accusèrent dès juin 1990 Chadli de recourir aux islamistes comme repoussoir pour accentuer la bipolarité Pouvoir-FIS. De son côté, le FIS continuait de jouer tantôt la carte du dialogue, tantôt celle de la menace. Ainsi au lendemain de sa victoire électorale municipale et départementale de juin 1990, il était allé même jusqu'à féliciter les autorités de leur comportement "exemplaire" et de la façon avec laquelle elles avaient veillé au bon déroulement des élections. Madani, tout en rendant hommage à Chadli pour son esprit conciliant, il réclamait la dissolution de l'APN, des élections législatives et présidentielles anticipées tout en signifiant non sans menace voiler à ceux qui l'aurait oublier qu' "il n'y a pas d'autre sagesse que celle qui restitue au peuple sa souveraineté". En tête de la grande manifestation du 20 avril 1990, Madani allait porter à la présidence de la République une pétition en quinze points dont, entre autres, l'exigence presque cassante du démission du président de la République et la dissolution de l'APN. Alors que trois mois plus tôt, ce même Madani tenait un tout autre langage, plein d'amabilités et de courtoisies à l'égard du chef de l'Etat. Lors de sa sortie de son premier entretien avec ce dernier, le 8 janvier 1990, Madani s'était montré optimiste quant aux réformes

<sup>85</sup> LEVEAU (R), *Le sabre et...*, op. cit., p.148.

<sup>86</sup> Ainsi le Code de la famille adopté en 1984 comportant des dispositions pénalisantes pour les femmes (polygamie, répudiation, et mise des épouses sous tutelle de leurs maris). Le président et son premier ministre se montrèrent peu pressés à le modifier dans un sens "libéral" et moderne comme l'exigeaient les associations féministes. En matière "linguistique", les concessions se sont traduites par l'adoption, le 26 décembre 1990, par l'Assemblée nationale dominée par le FLN d'une loi stipulant que toutes les administrations publiques, institutions et autres organismes au contact direct avec les citoyens étaient tenus d'utiliser la langue arabe comme unique instrument de travail. L'année suivante, Djilali Liabès, alors ministre des universités, décrète l'arabisation totale des premières années universitaires, dès la rentrée 1991. En même temps, fut annoncée l'arrivée imminente d'un contingent de cent vingt-cinq professeurs irakiens chargés d'enseigner l'arabe que les Algériens, en majorité francophones, étaient incapables de dispenser. Enfin, et pour comble d'incohérence et témoignage de contradictions déchirantes, cette loi sur l'arabisation qui devait entrer en vigueur le 2 juillet 1992 fut reportée *sine die* en juin de la même année. Qui plus est, les prêches de vendredi prononcés par les islamistes dans les mosquées étaient non seulement tolérés malgré leur caractère insultant à l'endroit de l'Etat et de ses commis, mais repris parfois par la télévision officielle !

politiques projetées : " C'est donc dans cet esprit là et dans le but de favoriser le dialogue qui est le fondement du programme politique du Front Islamique du Salut que s'inscrit et se comprend notre démarche". Et Madani d'ajouter aussitôt que la rencontre qu'il venait d'avoir avec le chef de l'Etat fut "marquée du sceau de la franchise et de la sincérité. C'est un point de départ appréciable et nous souhaitons que cela continue "87 . A l'occasion de cette rencontre , Chadli aurait promis à son interlocuteur que des élections législatives anticipées aurait lieu , sans préciser toutefois la date de leur tenue. Mais Madani que la victoire du FIS aux élections de juin avait ragaillard , ne pouvait supporter que le président le maintînt en haleine par des procédés dilatoires: il improvisa une conférence de presse en juillet et rappela d'un ton impératif au président ses promesses de tenir des élections législatives anticipées. Et un mois après , il accordait à l'hebdomadaire *Algérie-Actualité* une interview dans laquelle il rappelait à Chadli ses engagements antérieurs et l'intérêt qu'il aurait à se plier " à la volonté du peuple"88 . Kasdi Merbah et Ahmed Ben Bella avaient abondé dans le même sens : élections anticipées , dissolution de l'Assemblée et son remplacement par une institution légitime et stable. Alors que le FIS maintenait sa pression , le président préparait en conciliabules les conditions d'une cohabitation en douceur avec les islamistes, quitte à sacrifier " tout le monde , même le devenir du pays au profit de son poste"89 . Effectivement , Chadli qui subissait également de sourdes pressions de la part des officiers supérieurs de l'armée qui redoutaient la conclusion d'une alliance qui se ferait à leur détriment , passait outre leur avis et avertissements en faisant voter par l'APN , le 1er avril 1991 , les lois sur les élections et le découpage électoral. Le 3 , il signa lui-même ces lois et annonça , dans un court message à la Nation, la date des

87-Cité par *La Tribune d'Octobre* n°18 , op.cit p.40

88 La notion " du peuple" revient dans le discours des islamistes en général et de Madani en particulier comme un *leitmotiv* . Empruntée au vocabulaire du FLN , qui faisait et qui fait encore du peuple "le seul héros" , cette notion, le FIS a tenté de l'expurger de sa connotation plus ou moins "laïque" pour la doter d'un sens sacré : on a affaire non pas à un " peuple révolutionnaire" dirigé par des laïcs , mais à un " peuple" dans lequel se sont retrouvées les identités perdues de l'Algérie : l'islam et le nationalisme. Mais cette notion , pour ambiguë qu'elle soit , n'en reste pas moins fortement imprégnée de l'idéologie pétrifiée du nationalisme du FLN. Le peuple est révéé comme un fétiche. Toute parole ou acte qui ne fonctionnent pas en corrélation avec sa volonté ne sont qu'aberrations, déviations et sacrilèges. En voici des exemples : "...Notre *peuple* a arraché sa liberté de même qu'il avait fait avec le colonialisme..."; "...tout projet qui ne s'inspire pas de la volonté *populaire* est radicalement voué à l'échec"; le gouvernement Hamrouche est " aux antipodes de la volonté *populaire*"; " la question constitutionnelle ne relève pas à mon avis de la compétence des partis politiques mais celle du *peuple*"; la constitution d'une coalition de démocrates face au FIS ne pourra pas "intimider le *peuple* algérien qui a fait preuve d'une maturité à toute épreuve". ( Toutes ces occurrences sont contenues dans une courte interview donnée par Madani à *La Tribune d'Octobre*, op.ci). Sur cette notion récurrente du Peuple, voit également l'interview de Madani in *Le Soir* du 26-27 oct.1990, ainsi que ses ouvrages déjà cités.

89 C'est du moins le sentiment attribué à l'armée par *El-Watan* , 9 janvier 1992 (cf. *supra* , p.40 , note 87 ).

législatives qu'il fixa au 27 juin. Promesse tenue vis-à-vis des islamistes. Mais déceptions et protestations véhémentes des partis démocrates qui virent en ces lois l'amorce d'une concrétisation d'une alliance "contre nature" entre un président épris du pouvoir et un parti islamiste mu par le "fanatisme".

Au lieu d'apaiser l'ardeur militante des islamistes en les rendant modestes, ces concessions politiques n'ont fait qu'aggraver l'arrogance et l'insolence de leurs leaders qui se croyaient prémunis désormais contre toute espèce d'atteinte à leur autorité morale et politique, référées à leur "légitimité populaire". Ainsi, lors d'un meeting organisé à L'Institut des Sciences Sociales de Bouzaréah, sur les hauteurs d'Alger, le 19 mai, Abbassi Madani avait débuté sa harangue par une métaphore alambiquée, mais dont la signification était claire : le départ de Chadli était exigé<sup>90</sup>. Le 23 mai, le cheikh annonça, dans une conférence de presse, la date de la grève générale destinée à obliger Chadli à abdiquer son pouvoir au profit "des représentants légitimes du peuple" qu'étaient les islamistes. Le 25, une immense manifestation eut lieu, mais la grève générale, fut peu suivie, sauf à Médéa, fief de l'islamisme pur et dur. Comme pour calmer les esprits, Chadli passait par le biais de la Nation ce message au FIS qu'il ne saura pas décoder : "Pour notre part, nous proclamons avoir accompli notre devoir et respecté les engagements et promesses précédents" avant d'insister sur la concrétisation des réformes politiques et économiques et sur l'enracinement de la démocratie. Non content de cette réponse qu'il considérait comme dilatoire, le FIS organisait, derechef, une manifestation à la tête de laquelle se trouvait Ali Benhadj, pour exiger le départ immédiat de Chadli. Le 3 juin fut une journée de barricades, de cocktails-Molotovs, de voitures banalisées tirant sur la foule. Des dizaines de victimes dénombrées. Le 4 juin, les chars de l'armée se déployaient dans Alger, et le 8 Abbassi annonçait qu'un accord avec le gouvernement avait été conclu pour "l'échange des militants FIS arrêtés par la police contre les prisonniers( officiels) faits par le FIS". Et à la question de savoir qui pouvait garantir la perrenité de cet accord, Abbassi répondait tranquillement : "C'est nous- même; s'ils recommencent nous recommencerons, nous sommes prêts à mourir ... Si nous n'avions pas arrêté nos militants, ils auraient dévoré les blindés".<sup>91</sup> Sous-estimant les

<sup>90</sup> Abbassi retire sa calotte, l'agite et dit : " Vous voyez cette 'arraquia ? Si elle s'avère trop petite, je la changerais, elle, non ma tête. Ainsi en est-il pour Bendjedid. Nous n'allons quand même pas changer ce peuple algérien pour qu'il puisse continuer à gouverner !" ( Cité par *Algérie- Actualité*, 13- 19 juin 1991 )

<sup>91</sup> Cité par *El-Moudjahid*, 4 juin 1991.

capacités de ses adversaires et la détermination des chefs de l'armée à faire échouer par tous les moyens "la solution islamique" (*al-hall al-islami*), le FIS continuait de plus bel à multiplier les provocations à l'endroit du chef de l'Etat et de l'armée dont les chefs n'en pouvaient plus de subir les camouflets d'un parti islamiste qui avait juré de leur demander des comptes une fois au pouvoir.

La réaction de l'armée n'allait pas se faire attendre. En effet, deux jours après qu'Abbassi Madani eut menacé, le 28 juin 1991, de lancer une "guerre sainte" si les revendications de son parti n'étaient prises en considérations, le bâtiment où se trouvait le siège principal du FIS situé au centre d'Alger, fut encerclé par une troupe d'élite et mitraillé. Les impacts de balles témoignent encore de la brutalité de l'intervention. Madani et Benhadj furent arrêtés et conduits à la hussarde à la prison militaire de Blida.

Abdelkader Hachani, désigné par cooptation à la tête du FIS, mènera vis-à-vis de Chadli aussi bien qu' à l'égard des militaires une politique plus prudente, plus mesurée que celle de son prédécesseur. Il s'efforçait de faire éviter au FIS les pièges et les provocations d'où qu'elles venaient dans le but de lui faciliter l'arrivée au pouvoir par le biais de la légalité "démocratique". Au lendemain de la victoire de ce dernier aux élections législatives, Hachani s'est employé à rassurer tous ceux qu'inquiétait cette victoire en déclarant que le FIS "garantira les libertés individuelles et collectives dans le cadre de la loi islamique et tolérera l'existence de partis autres qu'islamiques". A l'égard du président, Hachani était fort conciliant et n'avait pas exclu, du moins dans un premier temps "une cohabitation" avec le président Bendjedid<sup>92</sup> et l'abandon par le FIS de la remise en cause du mandat présidentiel qui devait arriver à échéance fin 1993. A condition que cette cohabitation ne conduisît à délester de ses prérogatives la future Assemblée nationale. Si cette condition n'était pas respectée, le FIS se réserverait le droit d'exiger des élections présidentielles anticipées. En d'autres termes ce que voulait Hachani, c'était d'entamer "un dialogue serein avec lui"<sup>93</sup>, c'est-à-dire avec le président afin d'exercer, ensemble, le pouvoir dans le cadre de la Constitution de février 1989, sans exclure pour autant une éventuelle révision de celle-ci, "si le peuple le demandait". A l'égard de l'armée, Hachani avait usé de propos mesurés et legalistes. Pour lui, l'armée n'était pas un corps étranger ou hostile à la Nation; elle en était l'émanation. Son rôle était donc de garantir

<sup>92</sup> Voir *Libération*, 30 décembre 1991 "Le FIS fait prêche de velours".

<sup>93</sup> Voir *Le Monde* 31 décembre 1991.

le choix du peuple" et non d'aller à l'encontre de son libre arbitre. Le leader provisoire du FIS était d'autant plus disposé au dialogue et à la concertation avec toutes les forces politiques, y compris avec le FLN et les "laïcs", tel que le FFS, qu'il faisait feu de tous bois pour éviter des incidents avec l'armée dont il subodorait déjà les provocations de certains de ses chefs. Ainsi lorsque deux militaires furent assassinés au cours des élections, l'armée accusa implicitement le FIS d'en être responsable. Pour dissiper ces doutes et montrer de bonnes dispositions à son égard, Hachani s'empressa de réunir, le 28 décembre, une conférence de presse pour nier toute implication de son parti dans ces assassinats : " Nous ne sommes en conflit avec personne" avait-il affirmé. Et lorsque son parti fut accusé d'avoir gagné frauduleusement cinquante sièges, il répondit avec un sourire malicieux en disant : " Nous allons les reconquérir". Pendant ce temps, des tractations en coulisses se déroulaient entre Chadli, le FLN et le FIS. Peu après les élections, une réunion de près de quatre heures avait eu lieu entre Hachani et Mehri, portant sur la manière de gérer, après le second tour des législatives, la cohabitation entre le président et la future APN aux couleurs fortement islamistes. C'est à cette occasion que la perspective de former un gouvernement de coalition nationale s'était dessinée. Les chefs de l'armée, soit les cent quatre-vingt officiers supérieurs, qui suivaient de près ces conciliabules, conclurent à l'idée d'une entente grosse de péril pour l'institution dont ils sont l'incarnation et le symbole. Il fallait donc étouffer le projet dans l'oeuf et c'est ce qu'ils firent en déposant le colonel-président Chadli ce 11 janvier 1992, après qu'ils lui eurent conçu un discours-démission qu'il fut contraint de prononcer à la télévision avec les apparences et les gestes d'un homme qui quitte volontairement sa fonction. Le tour était joué et l'armée pouvait dès lors pousser un gros soupir de soulagement!

#### B.- Du dialogue à la rupture définitive.

L'armée, seule réalité du pouvoir en Algérie 94, ne pouvait s'accommoder d'une cohabitation qui pourrait, à terme, provoquer son effacement de la scène politique et annuler les avantages considérables en termes économiques et de prestiges qu'elle a acquis en trente ans d'exercice absolue d'autorité et d'autoritarisme. Tout comme elle ne pouvait accepter des alliances tactiques entre les partis d'opposition

94 Cf. Abdelkader YEFSAH, "L'armée et le pouvoir en Algérie de 1962 à 1992" in RE.M.M.M., 65 1992, pp.77-94.

qu'elle a contribué elle-même à susciter après la promulgation de la loi sur le multipartisme en 1989 . D'où la diabolisation des islamistes et l'encensement plus ou moins voyants des "démocrates" en direction desquels des offensives de charme sont lancées , par presse "indépendante" interposée <sup>95</sup> . Mais le FIS qui semblait avoir compris depuis juin 1990, malgré les maladresses politiques de certains de ses dirigeants que l'armée n'avait cessé de manipuler les partis politiques en poussant les uns contre les autres , n'avait pas rejeté la possibilité de former avec les partis plus ou moins laïcs , tels que le FLN ou le FFS , une coalition gouvernementale en substitution à celle qui gouverne l'Algérie depuis 1962. Le 30 juillet 1990, Madani lui-même avait au nom de la direction collégiale (Majlis Echoura ) du FIS assuré que celui-ci était prêt à gouverner avec l'opposition démocratique ou le FLN s'il n'obtiendrait pas la majorité absolue aux élections législatives anticipées , alors prévues pour le début 1991<sup>96</sup> , avant de déclarer peu de temps après à Antenne 2 que lui et les siens étaient "prêts à collaborer avec quiconque est animé de bonne foi et avec tous les partis honnêtes qui recherchent l'intérêt du pays et du peuple". A cette occasion , Madani avait révélé que son parti maintenait des contacts avec le FLN bien avant que le président Chadli ne donnât son aval pour la tenue des élections législatives anticipées. Y aurait-il eu , au cours de ces contacts , des négociations secrètes entre les deux formations ? Non point . Car négociations n'est "pas vraiment adéquat, car la relation ( entre le FIS et le FLN ) n'est pas une relation d'hostilité , ni d'animosité , ni de querelles " <sup>97</sup> . N'empêche que les deux partis , malgré tout ce qui les opposait , avaient bien l'intention de s'agréger , de se couler dans le moule d'une coalition nationale , qui aura pour chef d'orchestre pendant cette "phase de transition" , le colonel- président Chadli. Les hommages rendus au lendemain de la victoire des islamistes aux législatives par Hamrouche au FIS , et les exhortations de Mehri à poursuivre le processus électoral jusqu'au second tour , témoignaient si besoin était d'une certaine connivence entre les deux formations qui n'excluaient d'ailleurs pas une alliance , même temporaire avec le FFS , favorable lui aussi à la poursuite du processus électoral. " Il faut rendre cette justice à la direction du FIS qu'elle a

<sup>95</sup> Outre les Partis et les associations à caractères politiques autorisés qui sont au nombre d'environ une cinquantaine , s'ajoutent les journaux officiels et indépendants dont le nombre dépasserait celui des partis et associations réelles. En effet , le Code de l'information adopté le 19 mars 1990 , à l'initiative du gouvernement "réformateur" de Mouloud Hamrouche , pour mettre théoriquement fin au monopole d'Etat en matière de presse, fut complété par la loi 90-07 , adopté par le Parlement potiche du FLN le 3 avril 1990. Celle-ci autorise la création de journaux par "les associations à caractère politique" et "les personnes physiques ou morales de droit algérien".

<sup>96</sup> Voir *Le Monde* , 31 juillet 1990.

<sup>97</sup> Madani , cité par *Le Monde* , 1<sup>er</sup> Août 1990.

réussi à imposer une discipline à sa base . Les quelques menaces entendues jusqu'ici ne sont pas représentatives. Leur sang froid est pour moi le signe qu'ils ont une conscience de leurs futures responsabilités <sup>98</sup> Quant à Mehri qui abondait dans ce sens , il se montrait convaincu que le FIS, confronté aux responsabilités du pouvoir , il finirait par s'assagir ; il deviendrait modéré tant dans ses propos que dans ses approches des problèmes politiques. C'est pourquoi , il recommandait vivement de "continuer dans la voie tracée , aller au second tour , ne pas faire des raisonnements superficiels . Nous ne pouvons nous écarter de la légalité constitutionnelle , c'est notre garantie à tous " <sup>99</sup> Cette garantie "constitutionnelle" dont le caractère factice n'échappait pas aux militaires qui , eux aussi , ont toujours fait fi de la légalité , ne tardera pas à sauter comme un verrou. Les militaires tentèrent à maintes reprises , entre novembre et janvier 1992 , à obtenir à l'amiable le départ du président. Il refusa. Il sera donc relevé d'autorité de sa fonction présidentielle, le 11 janvier , après une rencontre houleuse quelques jours plus tôt avec les 180 officiers dont quelques -uns lui auraient tenus de rudes propos assortis de menace...

L'armée , c'est-à-dire les services secrets ( section de propagande politique et d'action psychologique) qui en dépendent avaient , dans les jours qui ont précédé et suivi les élections législatives, mené un travail de " sensibilisation" auprès des organisations syndicales qui ont suscité à leur tour la création de comités de défense de "la démocratie". L'épouvantail de l'intégrisme agité de façon aussi récurrente qu'obsessionnelle avait contribué à créer une atmosphère de peur parmi les intellectuels "laïcs", les couches moyennes et les gros affairistes , industriels et spéculateurs. Sous l'impulsion de l' Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA ) , jadis inféodée au FLN , est créé le Comité National pour la Sauvegarde de l'Algérie (CNSA) animé en sous main par Abou Baker Belkaïd , lui même ancien syndicaliste , avant de devenir plusieurs fois ministre. Ce comité rejoint et réconforte la lutte du Parti d'Avant Garde Socialiste (PAGS ) , communiste, qui avait demandé l'invalidation immédiate de la victoire du FIS et la dissolution de "tous les partis intégristes totalitaires". Le CNSA avait reçu l'adhésion de plusieurs associations et organisations professionnelles , patronales et de cadres administratifs , comme l'Association Nationale des Cadres de l'Administration Publique (ANCAP) qui venait de se créer .L'un des principaux fondateurs de cette Association , Hocine Nia devait préciser , lors d'une réunion publique tenue le 8 janvier 1992 , dans l'après midi , les objectifs que cette dernière s'est assignée : " le bureau national , en coordination avec d'autres organisations , veut interpeller toute la classe politique et le gouvernement en place qui nous a promis le pluralisme. On risque de passer d'un parti unique à un autre parti unique( ... )L'essentiel est de sauver notre pays qui est menacé " par l'arrivée imminente d'un Parti religieux

<sup>98</sup> HAMOUCHE , cité par *Le Monde* , 9 janvier 1992. Les menaces auxquelles celui-ci fait allusion ont trait aux promesses faites par quelques dirigeants du FIS d'infliger un suprême châtiment aux "traîtres ". Perspective d'autant plus sinistre qu'elle provoquait chez les responsables politiques des réactions d'effroi. Exemple : " *Le FIS au pouvoir , c'est l'équivalent d'un billet sans retour*", déclare un ministre. " *Avec lui, c'est la voie du drame; ce sera pire que l'Iran*", conclut un autre.

<sup>99</sup> Cité par *El-Moudjahid* , 10 janvier 1992.

employant " plusieurs langages". Et Benmansour , membre du CNSA et président de l'Union nationale des entreprises privées ( UNEP)surenchérit en dénonçant : " le mensonge et la manipulation des urnes sciemment utilisée par le FIS.Techniquement , ce vote n'est pas démocratique . Je tiens à préciser que le programme du FIS n'a pas été rédigé par ceux qui sont maintenant à sa tête". Quant au CNSA , il se veut apolitique et n'aurait de parti à défendre que celui de "L'Algérie". Son objectif vise à interpeller le gouvernement pour veiller " à l'application de la Constitution de février 1989 " que risque de remettre en cause le projet d'un parti " qui dit qu'il n' y aura pas de démocratie et que celle-ci est incompatible avec l'islam (...) Entendons -nous bien , ce n'est pas tellement l'arrivée du FIS au pouvoir qui fait peur . C'est le programme de ce parti qui fait peur . Si le peuple algérien avait des garanties quant au respect de la Constitution , des institutions , et que de nouvelles élections auraient lieu dans cinq ans , cela n'aurait pas posé de problèmes"<sup>100</sup> . Mais tel n'était pas l'avais du Comité National pour la Protection, la Souveraineté et la Légimité Constitutionnelle (CNPSLC) qui avait appelé " au respect de la volonté populaire exprimée lors du scrutin du 26 décembre".

Mais comme on le voit , la préoccupation majeure de ceux qu'alarmait la victoire du FIS avait été de trouver les parades efficaces pour l'empêcher d'aller au second tour . Hormis le FLN , Chadli , les deux partis islamistes , Hamas et Nahdha , et enfin le FFS , le reste des partis et des associations a été hostile à la poursuite du processus électoral sous prétexte de préserver " la démocratie" des agissements d'un parti aux relents "totalitaires". On défendait donc la Constitution de février 1989 en laquelle on voyait réunies les conditions de " la démocratie et l'émergence d'un Etat de droit".Constitution qui sera allégrement violée quelques jours plus tard par les militaires accusant Chadli de l'avoir taillée à sa mesure. Violation qui reçut l'acquiescement de ces mêmes organisations "démocratiques" , patronales et syndicales qui, trois jours plus tôt seulement , appelaient toutes les forces politiques du pays à respecter l' " Etat de droit , du moins tel qu'il est entendu selon la Constitution "<sup>101</sup> .

Sans être opposé à la poursuite du processus électoral , le FFS n'en avait pas moins rejoint , dans un premier temps , les meneurs de la croisade anti-FIS. Rejetant "la peste et le choléra" - le FLN et le FIS- , et nourrissant une forte méfiance envers la classe politique q accusée à juste titre de se complaire dans des pratiques tribales , et de reconduire les procédés de gestion occultes qui avaient cours pendant la guerre d'indépendance , le FFS n'avait pu , malgré tout éviter ni les pièges et les manipulations du pouvoir au lendemain des élections ni les ambiguïtés de certaines de ses prises de positions politiques. Tandis que le 2 janvier 1992 , il avait organisé une marche "pacifique" regroupant environ 300 000 personnes dans les rues d'Alger pour barrer "la route aux forces totalitaires "incarnées par le FIS et dénoncer les méthodes frauduleuses que ce dernier auraient pratiqué dans les bureaux de vote , le 16

<sup>100</sup> Graïne , un des responsables du CNSA , cité par *El-Watan* , 9 janvier 1992.

<sup>101</sup> Graïne , *op.cit.*



Aït-Ahmed et Mohammed Saïd et Hachani , dirigeants d'un " FIS pour lequel le FFS était jusque-là l'équivalent d'une organisation du diable sur terre"<sup>102</sup> , s'étaient rencontrés. Le même jour Aït -Ahmed et Hachani avaient rencontré Abdelhamid Mehri du FLN . Qu'ont-ils dit ? Ils avaient déclaré illégal le HCE et dénoncé l'arrêt électoral: "Le HCE a été crée par une instance consultative , le Haut Conseil de Sécurité <sup>103</sup> " qui n'est pas habilité à déposer le président et annuler les élections. A l'issu de leur rencontre , Mehri et Hachani avaient publié un communiqué commun dans lequel il était dit que les deux parties " ont échangé leurs points de vue sur la situation dans le pays " et ont " convenu de maintenir le contact afin de poursuivre le dialogue". Quant a l'ambiguïté du FFS , en effet , qui frise parfois la contradiction , elle réside en ce qu'il dénonce tantôt l'exercice d'un pouvoir totalitaire appelé à céder la place à "Une Constituante " librement élue , tantôt il rassemble ses fidèles sur la place publique " pour sauver la démocratie , la République , l'Algérie "<sup>104</sup> de la menace intégriste.

### C.- RENOUVE -T-ON AVEC LE PROCESSUS ÉLECTORAL?

Comme on vient de le voir , les tractations menées par le trio Chadli-FIS-FLN depuis 1990 , et surtout depuis la fin de l'été 1991 a été semble -t-il de négocier un partage du pouvoir , quitte à passer par-dessus l'avis des militaires , qui n'apprécient guère d'être mis hors circuit , et surtout d'accepter le commandement sous un régime dans lequel les islamistes seraient tôt ou tard les maîtres incontestés . La crainte de voir l'institution militaire à laquelle ils doivent la prééminence de leur position sociale , restructurée , puis dépouillée de son encadrement supérieur ( les islamistes n'ont-ils pas promis d'expurger l'armée de ses généraux " traîtres" et tous les éléments superflus ?) expliquent le coup d'Etat légaliste , qui justifierait l'arrêt du " processus démocratique" et partant l' annulation pure et simple de la victoire islamiste reflétée dans les 191 sièges gagnés dès le premier tour contre 17 pour le FLN et 26 pour le FFS. Faut-il accorder crédit aux propos de Mehri qui , au début janvier , lorsque des mouvements de troupes étaient signalés " à travers toutes les wilayas , même là où il n' y a pas d'élections" <sup>105</sup> , déclarait qu' "une démocratie qui a besoin de blindés pour sa préservation n'est pas démocratie " ? Mais la démocratie a t-elle jamais existé sous le règne du parti unique dans le comité central duquel se trouvait rassemblés en qualité de membres les colonels d'abord , les généraux ensuite? Toujours est-il que cette rupture brutale avec le processus électoral a été ressenti par les chefs de l'armée algérienne , les " démocrates" de ce pays et des pays voisins , surtout la Tunisie et le Maroc , comme un soulagement , voire

<sup>102</sup> AFP, cité par *Le Monde* 17 janvier 1992.

<sup>103</sup> Ce sont les propos de Mehri.

<sup>104</sup> Aït-Ahmed ,cité par *Le Monde* ,31 déc.1991.

<sup>105</sup> Hachani , lors d'une conférence de presse tenue le 8 janvier à Alger. Cité par *EL-Watan*, 9 janvier 1992.

un " retour " à la démocratie . Le président tunisien , Ben Ali , a été parmi les premiers à saluer "la sagesse et la clairvoyance " des dirigeants Algériens" qui ont su sauver "la démocratie" chez eux en invalidant les résultats électoraux . Faisant allusion aux Iraniens et aux Occidentaux qui avaient conseillé le contraire , le président tunisien avait déclaré que les responsables Algériens pouvaient " se passer aisément des recommandations et conseils que certaines parties se sont mises à leur adresser au nom de la religion ou de la démocratie ".<sup>106</sup> La presse officielle marocaine s'était félicité , de son côté, de ces changements. Profitant de ces approbations officielles des deux pays voisins , les responsables algériens vont multiplier les visites " d'explication " et de consultation ( visites des ministres des Affaires religieuses et de l'Intérieur à Tunis et à Rabat ) ; l'objectif est de convaincre les "frères " qui sont déjà convaincus de la nécessité de combattre en commun le terrorisme et d'élaborer parallèlement une " stratégie de riposte " commune contre ses commanditaires que seraient le Soudan , l'Iran et la Libye. L'Egypte est associé à ce Front , puisqu'elle serait victime de la même façon que les pays Maghrébins d'une stratégie de déstabilisation menée essentiellement par L'Iran qui aurait débloqué " 500 millions de dollars pour financer le terrorisme " <sup>107</sup> . D'où l'envoi du ministre des Affaires religieuses , Sassi Lamouri , en novembre 1992 pour négocier avec les autorités politiques et religieuses d'Al-Azhar du Caire l'envoi en Algérie de cinquante imams capables , grâce à leurs lumières , de faire disparaître l' " obscurantisme intégriste " <sup>108</sup> qui couvre le ciel du pays. En fait depuis l'arrêt du processus électoral intervenu en décembre 1991 à la rupture des relations diplomatiques intervenue en mars 1993 à l'initiative de l'Algérie , l'Iran n' a cessé , dans les médias locaux d'être désigné comme l' un des principaux responsables des malheurs qui affligent l'Algérie . Les titres des médias , qu'ils soient indépendants ou non sont fort révélateurs à cet égard : " Propagation du terrorisme : l'Iran fait peur à l'Europe " <sup>109</sup> ; " les Arabes vont riposter " ; " l'Algérie et l'Egypte vont élaborer un plan commun " et une "réunion des ministres arabes de l'Intérieur se tiendrait bientôt pour décider d'une réaction à l'Iran"; <sup>110</sup> " le complot des mollahs ou le rêve brisé d'un empire chiite du Golfe au Maghreb " <sup>111</sup> ; " Les projets funestes des mollahs : 300 étudiants terroristes algériens à Téhéran " <sup>112</sup> . Et la liste est bien loin d' être close...

Le Soudan et la Libye sont accusés également d'être les bases arrières du FIS-dissous et ses véritables pourvoyeurs de fonds. Outre les sympathies affirmées de l'imprévisible colonel Khaddafi au

<sup>106</sup> Cité par *La Presse de Tunis* , 17 et 18 janvier 1992.

<sup>107</sup> *El-Watan* dont le titre en gros caractère était : " Téhéran cible le Maghreb " , 3 février 1993.

<sup>108</sup> Voir Rouadjia (A) , " Le FIS est-il enterré ? Al-Azhar au secours de l'Etat algérien " . In *Espiris* , juin 1993.

<sup>109</sup> *El-Watan* , 14 déc. 1992.

<sup>110</sup> *Le Matin* , 26 nov. 1992.

<sup>111</sup> *El-Moudjahid* , 21 janvier 1992.

<sup>112</sup> *Liberté* , 20-21 nov. 1992.

début septembre envers ce dernier, s'est ajouté l'accusation de la presse et des officiels algériens selon laquelle le dirigeant libyen aurait "versé 50.000 dollars à deux fils d'Abbassi Madani (...) et leur proposé de s'installer en Libye"<sup>113</sup>. A la suite de ces déclarations, l'ambassadeur de Libye à Alger a été convoqué au ministère des Affaires étrangères tandis que le HCE dénonçait "vigoureusement cette immixtion du dirigeant libyen qui porte atteinte à l'honneur de l'Algérie et à la dignité de son peuple..."<sup>114</sup>.

Face à la multiplicité des maquis, des désertions de soldats et d'officiers supérieurs; de la reconstitution des réseaux armés du FIS et des actes de sabotage économiques; de la déconsidération de sa propre image, le pouvoir en place n'a semble-t-il d'autres moyens pour lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes que de s'appuyer sur les sentiments nationalistes, la peur qui tenaille les couches moyennes et sur le soutien politique et financier, régional et international. Or, "le nationalisme" auquel le pouvoir et les médias n'ont cessé de faire appel comme à une incantation, a subi une érosion formidable depuis les événements sanglants d'octobre 1988; il n'a plus cette vertu émotive d'autrefois, mobilisatrice d'énergies éparses autour d'un idéal élevé. Le peuple a compris en trente ans d'indépendance martelés de discours glorifiant et héroïques, que ce "nationalisme-là" n'a été qu'une farce tragique, dont les premières victimes ont été précisément celles qui avaient sincèrement cru en lui. Quant au soutien externe, sollicité par le pouvoir aux pays amis et aux détenteurs internationaux de la finance pour sortir de la crise multidimensionnelle, il ne parvient que sous forme de promesses, suivies parfois d'aides symboliques et de contrats gaziers. Même substantielle, aucune aide financière ne saurait compenser les pertes considérables<sup>115</sup> subies depuis plus d'une année par les entreprises industrielles du fait des actes de sabotage attribués aux islamistes. Face à ce climat, proche de la guerre civile, les capitaux privés nationaux fuient le pays ou s'adonnent à des activités lucratives, souvent préjudiciables à l'économie locale; les entreprises publiques sont paralysées depuis déjà deux décades tant par l'incurie, les défaillances de l'encadrement, que par la dépendance (matières premières et pièces de rechange) à l'égard du monde extérieur. Restent les investisseurs étrangers appelés à la rescousse. Ceux-ci hésitent à s'engager dans "le pari" algérien, fût-il libéral dans ses intentions. Car, pour riche qu'il soit en potentialités, le sol et le sous-sol algérien n'en sont pas moins parsemés d'explosifs, si l'on pouvait se permettre une telle expression, qui n'est point une métaphore...

Peut-on parler maintenant d'un possible retour à la "légalité" constitutionnelle dans ce climat fait de violence, de difficultés économiques et de blocage politique? Rien n'est moins sûr. Jamais, en

<sup>113</sup> Information qu'*El-Watan* du 8 sept. 1993 attribue au quotidien saoudien *Acharq Al-Awsat*

<sup>114</sup> Reproduit in *El-Moudjahid*, 8 sept. 1993.

<sup>115</sup> un seul exemple suffit à illustrer l'ampleur des dégâts: l'usine d'appareils électroniques détruite, près de Sidi Belabès, dans la nuit du 25 septembre 1992, employait 525 travailleurs et produisait 130.000 téléviseurs et 10.000 chaînes stéréos annuellement. Son coût de construction en 1986: "20 milliards de centimes (200 milliards en 1993", selon le premier ministre, Rédha Malek, cité par *Liberté*, 29 sept. 1993.

effet , l'Algérie n'aura été aussi proche du vide juridique , et jamais la cassure sociale et politique n'a été aussi profonde , et jamais encore la violence n'a atteint ce degré d'aveuglement entêté. L'armée qui se disait gardienne de "La Constitution" de février 1989 , l'a violé en ce 11 janvier 1992 après avoir volé la victoire électorale des islamistes . Au dialogue " démocratique" et au respect du droit , les protagonistes de la scène politique ont choisi l'affrontement . Bien que dissous , le FIS n'en a pas moins reconstitué une bonne partie de ses forces et gagné de nouveaux adeptes parmi les soldats , certaines franges des officiers supérieurs de l'armée et des populations déshérités qui voient en le FIS le martyr par excellence. Mais l'armée qui n'a cure de ces sentiments , pour elle " erronés", se dit " prête à payer le prix fort" pour venir à bout des "menées criminelles des terroristes islamistes ".<sup>116</sup> C'est à ce prix que l'on pourrait rétablir la sécurité et renouer avec les files de " la démocratie et le droit" qui auraient été mis à mal par le terrorisme islamiste....

Ahmed ROUADJIA

---

<sup>116</sup> C'est les conclusions qu'en tire la revue mensuelle de l'armée , *EL-Djeich*, mars 1993.

iai ISTITUTO AFFARI  
INTERNAZIONALI - ROMA

n° inv. 13907

1 MAR. 1994

B.B.L.OTECA